

*Proletaires  
de tous les pays,  
peuples et nations  
opprimés,  
unissez-vous !*

Organe central  
du Parti  
Communiste Révolutionnaire  
marxiste-léniniste

N° 23

# pour le socialisme

4,50 F

SEMAINE DU 10 AU 16 DECEMBRE



**Ne touchez pas**

**à la Pologne!**

Problèmes  
de tous les pays,  
peuples et nations  
opprimés,  
unissez-vous !  
Organe général  
du Parti  
communiste français  
mensuel 1 franc

# pour le socialisme

HEBDOMADAIRE

SEMAINE DU 10 AU 16 DECEMBRE 1980

N° 23 - 4,50 F

Directeur de publication : R. Rodriguez

Commission paritaire : n° 62 712

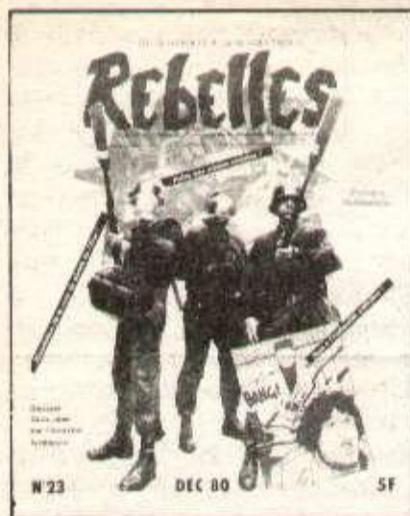
Imprimerie IPCC (Paris)

Pour toute correspondance  
écrire à :

POUR LE SOCIALISME  
c/o FRONT ROUGE  
BP 68  
Paris 75 019

Compte bancaire :  
BNP 271 - 659 - 66

## REBELES N° 23 EST PARU



### Au sommaire

- Dossier Ecole : gros plan sur l'activité lycéenne.
- Pologne : Solidarnosc
- Actualité : de Copernic à Marseille le racisme tue !

Abonnement :  
6 numéros : 25 F  
Librairie Populaire  
23 rue Saint-Sauveur  
75002 PARIS



Les forces du Pacte de Varsovie sont massées à la frontière polonaise. Ci-dessus, récentes manœuvres en Allemagne de l'Est

# SOMMAIRE

## 3-4-5 inter



**LA POLOGNE EN SURSIS ?** : Tout est prêt pour une intervention des armées du Pacte de Varsovie en Pologne. L'équipe de Kania a été mise au pied du mur par ses maîtres du Kremlin : ou elle rétablit promptement la situation, ou c'est l'entrée des chars sur le territoire polonais. Cette situation grave appelle des initiatives pour développer la vigilance.

## 7-8 politique

**DES RATÉS DANS LA MACHINE** : Le 13 octobre, la conférence nationale du PCF invitait tout les militants à se mobiliser pour le succès de Georges Marchais. Deux mois après le début de la campagne, illustrée par de nombreux meetings, il faut bien constater que l'objectif n'est pas atteint. La machine électorale du PCF connaît des ratés, dans le même temps ou plusieurs conseillers municipaux du PCF, favorables à l'Union de la gauche, donnent leur démission.

## 9 idées

**A PROPOS DU LIVRE D'HUGUES PORTELLI** : Existe-t-il en France un parti social-démocrate du même type que ceux qui existent en RFA ou en Grande-Bretagne ? La question est d'importance, puisqu'elle conditionne pour une part l'évolution du jeu politique national. Hugues Portelli a analysé dans son livre «Le socialisme français tel qu'il est» l'évolution de la SFIO, puis du PS, avant de con-

clure à l'absence en France d'un «véritable» parti social-démocrate.

## 10-11 pratique révolutionnaire



**ELECTIONS PRESIDENTIELLES : QUEL COMBAT MENER ?** : Dans la campagne pour les élections présidentielles qui est déjà engagée, la question se pose pour les révolutionnaires de savoir quel combat mener, en tenant compte de l'expérience de 1978. C'est ce que nous abordons dans la rubrique «Problèmes de la pratique révolutionnaire».

## 13-14 syndicats

**LA CGT MAINTENUE DANS LA QUERELLE DE LA GAUCHE** : Le Comité Confédéral National, qui s'est réuni les 2 et 3 décembre, a fait un bilan des luttes de l'année en cours, y compris sous l'angle des relations avec la CFDT. Il a aussi tranché la position du Syndicat face aux présidentielles. Sur ces deux grands volets, c'est la poursuite d'une ligne très fermée, sourde à toute critique, et qui continue à maintenir la CGT dans la mauvaise querelle de la gauche.

## 17-18 inter



**URUGUAY : L'ECHEC DES MILITAIRES A LEUR REFERENDUM** : Lors du référendum du 30 novembre dernier, les militaires, qui voulaient institutionnaliser leur pouvoir discrétionnaire, ont subi un échec aussi retentissant qu'inattendu. Comment vont-ils faire face à ce désaveu éclatant ? On peut craindre qu'une fois encore, leur seule réponse sera l'aggravation de la répression.

## 15-16 inter

**CHINE : LA REVOLUTION CULTURELLE EN ACCUSATION** : Le procès de la bande des Quatre fait l'objet de multiples commentaires dans l'ensemble de la presse. De nombreuses questions se trouvent posées dans le cours du procès à propos de la révolution culturelle. Sans prétendre évidemment tirer un bilan de la révolution culturelle, nous examinons quelques-uns des problèmes soulevés par cette période de l'histoire de la Chine.

## 19 inter



INTERVIEW DE BASSAM CHAKAA, MAIRE DE NAPLOUSE.

## Le régime le plus réactionnaire qu'on ait connu depuis la guerre...

# DROIT DE GRÈVE, LIBERTÉS SYNDICALES SANS CESSÉ ATTAQUÉS : ASSEZ !

**C**ES derniers mois, un peu partout dans le pays, plusieurs dizaines de syndicalistes ont été traînés devant les tribunaux. A Annecy, la secrétaire de l'Union Locale CGT, Suzette Martinez, a même été jetée en prison, pour refus de payer une amende, suite à une plainte patronale.

Par ses attaques multiples contre le droit de grève, ce gouvernement, représentant de la droite la plus réactionnaire qu'on ait jamais eu au pouvoir depuis des dizaines d'années, veut-il faire revenir les travailleurs de ce pays plusieurs dizaines d'années en arrière ? Il y a tout lieu de le penser !

Une des premières attaques d'envergure date de 1976. A l'époque, la direction de Renault assignait la CGT en justice, après la lutte victorieuse des 5 000 O.S. du Mans. On s'en souvient encore, cette lutte qui avait duré 9 semaines, avait été une grève du zèle particulièrement efficace. Au bout du compte, malgré les déclarations de Chirac, alors premier ministre, qui avait juré de ne rien céder, la direction de Renault avait dû accorder une augmentation substantielle à l'ensemble des salariés de la Régie. Quelques mois après sa défaite, elle réclamait à la CGT 3 milliards de centimes de dommages et intérêts ! Les procès ne sont pas terminés. Mais déjà, la CGT a été déboutée de sa plainte pour atteinte au droit de grève en avril 1976, et condamnée le 6 mars 1979 à verser 600 millions de centimes. Ce qu'elle a bien sûr refusé.

Ce procès ne devait pas rester isolé. Au contraire, une trentaine d'autres sont actuellement en cours, avec pour objet de faire payer aux travailleurs en lutte

les pertes subies par les entreprises pendant la grève ! Alsthom à Belfort et à Saint-Ouen, Air Inter, Fives Cail Babcock à Valenciennes, Tanneries de Sireuil en Charente... Toujours pour fait de grève, un procès est en cours contre ceux de Dubigeon à Nantes. Pour « séquestration » cette fois, quatre délégués de l'entreprise Guilloard, à Nantes se sont vu infliger il y a quelques jours une amende de 1 500 francs chacun. Condamnation d'autant plus cynique quand on connaît l'ensemble de l'affaire. En mai 1979, une jeune ouvrière, Patricia Robillard, avait une main écrasée, dans cette usine sinistre, baptisée « L'usine des mains coupées ». Pour protester contre les conditions de travail au rendement et l'état du matériel, les ouvriers avaient débrayé, et s'étaient rendus dans le bureau de la direction. Celui-ci portait plainte contre les syndicalistes. Autre détail sordide : pour avoir mutilé Patricia, la direction a été condamnée à une somme deux fois moins importante que les syndicalistes, pour leur action de protestation !

Que signifient tous ces procès intentés directement à des délégués pour des actes par définition collectifs, comme une grève ? Il y a peu de temps encore, faire grève, occuper son usine ou le bureau d'un directeur, ne relevait pas des tribunaux ! Depuis la Libération, sauf pendant des périodes comme la guerre froide, les conflits du travail ne donnaient pas lieu à des procès ; de Gaulle lui-même n'avait pas osé remettre en cause cet acquis. Allons nous revenir à des pratiques d'avant la guerre ? Allons nous aujourd'hui connaître, avec Giscard, une régression sociale de plusieurs dizaines

d'années ? Incontestablement, surtout depuis la victoire de la droite aux législatives de 1978, le gouvernement met en place une criminalisation des conflits du travail, qui sont mis de plus en plus sur le même plan que des délits de droit commun. Il n'y a pratiquement plus de grève, depuis deux ans, qui ne voie l'arrivée des CRS ou des gendarmes. Allons nous vers une période où tout conflit dans l'usine, toute grève ou initiative de grévistes, se solde par des poursuites en justice ?

Aujourd'hui, assurément, le gouvernement met tout en œuvre pour que cela devienne une habitude. Tous ses projets de loi récents vont dans ce sens, que ce soit à l'ORTF, ou avec la loi Peyrefitte. Le projet « Sécurité et liberté » institutionnalise cette criminalisation. Désormais, des ouvriers seront passibles de prison s'ils brûlent des pneus sur la voie publique. Quinze ans s'ils ont agi seuls, vingt ans s'ils ont agi à plusieurs. De même, pour l'emploi d'un moyen quelconque pour gêner ou entraver la circulation : un mot d'ordre de grève lancé par un syndicaliste cheminot pourrait lui valoir jusqu'à deux ans de prison, quatre ans en cas de récidive.

Procès de plus en plus fréquents, précédant la mise en place d'une juridiction nettement anti-grève, le gouvernement a donc lancé une attaque d'envergure contre les syndicats, à laquelle s'ajoute une répression plus sournoise, par des milliers de licenciements individuels de délégués. Visiblement, le pouvoir profite au maximum de la situation, où il pense avoir les choses bien en mains, face à une opposition plus que divisée, à des syndicats désunis eux aussi. Il estime qu'il

a les mains libres, que c'est le moment d'aller le plus loin possible dans les attaques. Il pense même, sans aucun doute, que les élections présidentielles de 1981 se présentent assez bien pour lui, et que tout continuera comme avant.

Mais à dépasser ainsi les bornes du supportable, le gouvernement joue avec le feu. Il n'est pas dit que les travailleurs vont le laisser bafouer ainsi les libertés qu'ils ont acquises par des dizaines d'années de luttes. Il n'est pas dit que de riposte, il n'y en aura pas ! Il n'est pas dit non plus, que du point de vue électoral-même, il n'ait pas à s'attendre à un retour de bâton ! Car au-delà des querelles et des divisions d'aujourd'hui, la nécessité ne peut que s'imposer d'une ferme riposte à ces attaques. Giscard, sa droite revancharde, pensent tirer profit de la division d'aujourd'hui. Mais en retour, ils contribuent à faire sentir aux travailleurs et aux militants syndicaux ce que les polémiques stériles, les exclusives, les obstacles mis à l'unité d'action ont de particulièrement nuisibles.

Riposter à la vaste entreprise de régression sociale engagée par le gouvernement, s'opposer aux licenciements des délégués et au démantèlement des sections syndicales, faire en sorte que les procès engagés contre les syndicats se concluent par des non-lieux, imposer partout où il est remis en cause le droit de grève et d'organisation des travailleurs comme un droit imprescriptible ; c'est aussi — et peut être à l'heure actuelle surtout — sur ce terrain qu'il faut contribuer à rassembler les forces et créer le front de lutte le plus large.

Monique CHERAN

# La Pologne sous la menace soviétique

## Ne touchez pas au peuple polonais !

**D** EPUIS le sommet qui a réuni à Moscou le 5 décembre, les dirigeants des pays de l'Est à l'appel de leur maître soviétique, tout est en place pour préparer les conditions d'une intervention soviétique en Pologne.

Pressé par le Kremlin d'en finir avec ce qui est considéré là-bas comme du laxisme, Kania, secrétaire général du POUP, s'en est pris avec vigueur «à la manière irresponsable de se servir des grèves», «au gens qui ne cachent pas leurs visées contre-révolutionnaires» ainsi qu'aux «effets de l'anarchie».

Un porte-parole du POUP a déclaré que «les communistes polonais auraient le devoir de chercher tous les moyens de protéger le pays contre la tragédie, y compris en demandant l'aide de nos plus proches amis et voisins».

Dès maintenant, les choses sont claires : le cadre d'une agression est fixé ! Que le parti au pouvoir en Pologne échoue dans ses tentatives de «normalisation» de la situation, et les Soviétiques viendraient prendre directement les choses en main, à l'appel bien sûr du gouvernement polonais.

La marge de manœuvre de la direction polonaise est dans ces conditions de plus en plus étroite, d'autant que la force du mouvement ouvrier, les adhésions massives au syndicat Solidarité révèlent son incapacité à se faire entendre des travailleurs. Ainsi l'escalade dans la répression — par exemple l'arrestation éventuelle de dirigeants du KOR — ne pourrait que susciter la réprobation de la classe ouvrière et du peuple polonais et discréditer encore plus un régime auquel les Soviétiques n'ont fait qu'accorder un sursis.

Douze ans après l'intervention en Tchécoslovaquie, moins d'un an après l'invasion de l'Afghanistan, c'est au tour du peuple polonais d'être sous la menace des chars russes. Ainsi, apparaît une fois de plus, l'hypocrisie de ceux, qui, de réunions d'Helsinki en réunions de Madrid, ne cessent de parler de détente et qui partout où les peuples luttent contre leur domination, envoient leurs chars les ramener à la raison.

Ce que l'Union soviétique ne peut tolérer — plus encore que l'hypothétique risque d'une cou-

pure de ses voies de communication avec l'Allemagne de l'Est — c'est la leçon que les ouvriers polonais ont infligée à un régime corrompu et anti-populaire, ne parlant de socialisme que pour mieux opprimer les masses, c'est la dénonciation massive par tout un peuple d'un régime qui est une caricature grossière du socialisme, c'est la peur de la contagion du mouvement populaire polonais dans les autres pays de l'Est, voire en Union soviétique même.

Dans cette situation, les gouvernements des pays occidentaux ne seront d'aucune aide pour le peuple polonais. L'OTAN a déjà fait savoir qu'elle n'interviendrait en aucune manière, laissant l'URSS régler ses affaires dans «sa zone d'influence». Ce n'est pas de ce côté-là que le peuple polonais peut espérer un soutien conséquent. Par contre, dans notre pays notamment, nul doute que le courant de gauche qui s'est développé pour soutenir le peuple afghan saura trouver un prolongement et un lien naturel dans la solidarité avec le peuple polonais.

«Ne touchez pas au peuple

polonais !». Ce mot d'ordre peut rallier largement aujourd'hui, militants de gauche, syndicalistes, militants chrétiens et personnalités progressistes, pour faire front dans le soutien au peuple polonais.

N'attendons pas que l'agression ait lieu ! Tenons-nous prêts ! Constituons dès maintenant des comités de vigilance. Traduisons dans les faits notre détermination à soutenir aujourd'hui comme hier, le mouvement polonais et demain la résistance populaire contre une intervention soviétique !

Le combat pour soutenir le peuple polonais sur lequel pèse à présent la menace permanente d'une agression, s'inscrit dans la lutte pour la défense de la paix mondiale.

Rappelons-nous les leçons de l'histoire. La faiblesse n'a jamais désarmé les agresseurs.

Ne ménageons pas nos forces. Le peuple polonais a besoin de notre soutien. Soyons fermement à ses côtés.

Le 9/12/80  
Le Bureau Politique  
du PCRml

# LA MENACE D'UNE INTERVENTION EST DEJA UNE AGRESSION



Prague, août 1968 : l'intervention soviétique avait été précédée de mises en garde contre les «éléments anti-socialistes».

Avec le Sommet de Moscou des chefs de parti des pays de l'Est, les menaces d'intervention soviétique se sont nettement précisées.

«La Pologne doit rester un maillon solide de la chaîne des pays socialistes», entendez des pays du Pacte de Varsovie.

Désormais la marge de manœuvre des dirigeants polonais est balisée par les blindés soviétiques.

Ce n'est pas de répit qu'il faut parler pour l'équipe Kania, mais de simple sursis.

Par Joëlle FECLAZ

LES développements récents du mouvement des travailleurs polonais qui les ont conduits de la contestation syndicale à la contestation politique, du désaveu des anciens dirigeants syndicaux à la révocation d'un certain nombre de dirigeants politiques et administratifs, du démantèlement de l'ancien appareil syndical à l'exigence de contrôle de l'appareil répressif n'est plus aujourd'hui une situation acceptable par l'Union soviétique. Il ne lui est pas possible de laisser la classe ouvrière construire les bases de son autonomie.

Que les effets de la contestation ouvrière se répercutent au

sein même du PC polonais (le POUP) est encore à ses yeux, plus grave. Quelles que soient les allégations sur les «manipulations» des «éléments anti-socialistes» les réalités sont là : 80 % des ouvriers adhérant au POUP sont membres du syndicat Solidarité. Dans dix-sept départements des militants ont créé des coordinations horizontales de cellules contraires à la hiérarchie statutaire du POUP, certains même commencent à préparer des programmes de réforme du fonctionnement de ce parti. Il n'est pas possible au Kremlin de laisser la contestation gagner la base d'un parti, seul garant civil de l'ordre du «socialisme réel».

Il est tout aussi peu tolérable de prendre les risques de voir cette contradiction gagner les pays frontières, RDA et Tchécoslovaquie, voire les républiques soviétiques limitrophes, la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, l'Ukraine.

Et qu'enfin des événements de cette ampleur se déroulent dans un pays situé aux frontières de l'URSS, lieu de passage obligé des forces stratégiques entre l'URSS et la RDA, nœud et point de contrôle des communications entre les forces du Pacte de Varsovie, les raisons d'un prompt rétablissement de l'ordre deviennent impérieuses.

## Diktat soviétique

Les mises en garde de l'URSS et de ses alliés les plus proches à l'équipe Kania, la dénonciation systématique des éléments «anti-socialistes» dans la presse soviétique, les menaces et pressions militaires aux frontières de la Pologne, tout cela n'avait pas cessé depuis quelques semaines en vue d'amener les autorités polonaises à une attitude plus ferme vis-à-vis du mouvement de contestation.

Mais avec le Sommet des chefs du parti et de l'Etat de tous les pays membres du Pacte

de Varsovie tenu à Moscou le 4 décembre, c'est une étape décisive qui est franchie dans la préparation d'une intervention militaire soviétique.

Désormais, les choses sont très nettement balisées. Moscou a clairement fixé à la direction du POUP les règles du jeu et au peuple polonais les limites à ne pas dépasser. De deux choses l'une :

— Ou l'équipe Kania est capable de rétablir progressivement «l'ordre» chez elle, c'est-à-dire de réduire le Syndicat Solidarité à un simple rôle de groupe de pression sur les questions revendicatives, de lui enlever toute envergure de contestation politique, de le couper des dissidents et, par une série de mesures combinant les manœuvres bureaucratiques — reconstitution des anciens syndicats officiels sous un nouveau sigle par exemple — aux promesses de réformes, de l'intégrer petit à petit dans le système en place.

— Ou alors l'URSS ne restera plus les bras croisés devant un processus qui, de manière lente mais sûre conduirait à une perte de contrôle des autorités du POUP sur le pays, au démantèlement progressif des rouages essentiels du système de capitalisme d'Etat, et à terme à la remis en cause de l'appartenance de la Pologne au Pacte de Varsovie.

Finies donc les tergiversations,

les exigences soviétiques sont claires : celles d'une normalisation sans retard, l'arrêt des grèves et de la contestation, une reprise en main vigoureuse et rapide de l'équipe Kania, faute de quoi l'URSS et ses alliés se chargent eux-mêmes de rétablir l'ordre par une intervention militaire dont le dispositif est déjà en place.

## Déploiement du dispositif d'intervention

L'annonce, il y a moins d'un mois de l'éventualité d'une grève des cheminots avait déjà permis à l'URSS de mettre au point les deux premières étapes du scénario de l'intervention. Préparation de l'opinion publique soviétique par des articles où le nom de Solidarité était explicitement et pour la première fois prononcé et assimilé implicitement aux «éléments anti-socialistes». Listage des «forces saines» de la Pologne pour préparer une assise publique et officielle à une «base» susceptible de lancer un «appel» à la puissance soviétique.

L'ultime étape de cette préparation de l'agression est aujourd'hui achevée : le dispositif militaire est en place. Le 1<sup>er</sup> décembre au soir le commandement soviétique en RDA interdisait aux observateurs militaires occidentaux une région frontalière de la Pologne en RDA, large de quarante kilomètres : une zone de cantonnements, de terrains de manœuvres, d'aérodromes réservée aux troupes soviétiques et allemandes. Au même moment, les villes soviétiques proches de la frontière polonaise étaient interdites, comme Minsk, capitale de la Biélorussie. D'après des informations concordantes, il se confirmait que toutes les divisions soviétiques disposées autour de la Pologne (vingt en RDA, cinq en Tchécoslovaquie, quatre en Hongrie, onze dans le district soviétique des Carpathes, douze en Biélorussie, dix dans le district soviétique de la Baltique) étaient mises en état de mouvement immédiat. Les systèmes de logistique de contrôle et de commandement avaient été maintenus en place après les manœuvres du Pacte de Varsovie de l'été, les réservistes rappelés à cet effet n'étaient pas tous rentrés dans leur foyer, d'autres étaient rappelés en RDA. Des manœuvres conjointes avec la RDA et la Tchécoslovaquie avaient eu lieu en dehors des exercices normalement prévus à cette époque. Vilnius, capitale de la Lituanie abritait l'état-major chargé de coordonner d'éventuelles opérations.

En dépit des démentis de rigueur, le dispositif de l'agression est ouvertement mis en place. Le délai nécessaire à son entrée en action est réduit au minimum. Le peuple polonais, les autorités sont dûment avertis.

## Mise en liberté surveillée

Les autorités polonaises n'ont pas mis longtemps à comprendre le nouveau message soviétique. Au cours du 7<sup>e</sup> Plenum du Comité central du POUP, les discours de Kania se sont durcis, à la mesure du déploiement du dispositif militaire. Si le discours d'ouverture se voulait placé sous le signe de la fermeté pour le «renouveau socialiste» mais contre le «conservatisme et l'anarchie», son discours de clôture devenait autrement plus menaçant : «Nous avons été patients, trop patients d'après certains camarades, (...) mais aujourd'hui la situation diffère d'il y a un mois et demi. On voit maintenant de façon claire les effets de l'anarchie».

Le lendemain, tombaient coup sur coup deux communiqués. Le premier émanait du Conseil militaire de la Défense. L'autre, un appel du Comité central à la population commençait en ces termes : «Le sort du peuple et du pays est en jeu».

Dans une conférence de presse, M. Klasa, le porte-parole du Comité central déclarait : «Au moment où l'Etat et le socialisme seraient en danger, les communistes polonais auraient le devoir de chercher tous les moyens de protéger le pays contre la tragédie, y compris en demandant l'aide de nos plus proches amis et voisins».

La reprise telle quelle, et avec tant d'insistance de la menace soviétique n'a d'autre objet que de faire accepter au peuple

polonais la remise au pas exigée par l'URSS.

## De la tolérance à la répression

S'il n'est plus envisageable aujourd'hui de briser l'organisation Solidarité, dont la classe ouvrière a réussi à imposer l'existence, il s'agit de la rendre intégrable dans le système. Kania a d'ailleurs commencé à indiquer la voie à suivre. Plus de grèves : «Les grèves, la démobilité et la faible productivité que l'on constate depuis cinq

mois ne font qu'aggraver l'extrême difficulté de la solution des problèmes économiques, saper nos intérêts communs et reculer nos chances de sortir de la crise». Pas de contestation politique : «Certains membres et certaines organisations régionales de Solidarité (qui) dépassent les limites d'activité du syndicat définies par ses statuts». Attaques virulentes contre l'opposition, le KOR et «son représentant principal», Jacek Kuron accusés de «se servir des grèves», de «vouloir détruire le régime socialiste par la force».

Demande explicite à Solidarité de désavouer l'opposition : «La

majorité des militants et sympathisants de Solidarité n'ont rien de commun avec ces tendances dangereuses (...), inspirées par des groupes et des personnes liées aux centres de diversion impérialistes européens».

Tous les prétextes seront trouvés pour jeter en prison les représentants du KOR et toutes les manœuvres utilisées pour les diviser d'une classe ouvrière à laquelle il est ordonné de se cantonner à une activité strictement syndicale, la moins revendicative possible.

A l'intérieur du POUP, toute volonté de réforme est condamnée comme tendant à faire de ce



Un mouvement social qui se répercute au sein-même du POUP (le vice-premier ministre Jagielski lors des négociations avec Lech Walesa et le syndicat Solidarité).

parti «un club de discussion» ou «une libre association de sympathisants» : «S'opposer fermement à la création de structures anti-statutaires et ceux qui se sont engagés dans cette voie doivent la quitter».

La première exclusion prononcée à cet effet sera suivie d'autres. L'exclusion de Gierek et de son équipe est destinée aussi à mettre un terme à ces volontés de réforme et aux demandes de révoation.

Si, par ailleurs, on a beaucoup insisté sur la volonté de «renouveau» marquée par l'entrée au Bureau politique en tant que suppléant de T. Fiszbach, premier secrétaire du parti à Gdansk, elle est largement compensée par la nomination du général Moczar, connu de sinistre mémoire comme organisateur de la répression contre le mouvement étudiant de 1968 et comme antisémite. S'il a préparé son retour en force, en tant que président de la chambre suprême de contrôle, autrement dit en tant qu'épurateur du parti, il n'a pas caché son intention de faire de même à l'égard de Solidarité, contre «les revanchards qui essayent de l'inspirer en coulisses en distillant l'hostilité contre le socialisme... Je ne vais pas énumérer leurs noms, bien que je pense qu'on ne s'en passera pas».

## La menace d'intervention est déjà une agression

C'est à cet ensemble de tâches que se sont engagés les dirigeants du POUP face au Pacte de Varsovie : de ces seules conditions dépend que la Pologne, selon les termes du communiqué du Sommet de Moscou, «reste un Etat socialiste, un maillon solide de la famille des pays socialistes», autrement dit échappe à l'invasion.

A la moindre faiblesse, au moindre écart par rapport aux normes maintenant précisément édictées, les blindés sont prêts à passer la frontière. Le bout de leurs tourelles est déjà pointé.

Certes, le coût politique et militaire d'une agression de la Pologne serait lourd, très lourd pour le Kremlin. Il s'ajouterait à celui de l'Afghanistan. Les tanks, cette fois-ci, faucheraient les éléments les plus farouchement déterminés d'une classe ouvrière et d'un peuple que l'URSS sait prêts à refuser la capitulation. L'URSS risquerait de surcroît de mettre en jeu la politique de détente avec l'Occident.

Mais les risques politiques et militaires que fait courir aujourd'hui la classe ouvrière organisée et en lutte pour son autonomie à l'URSS et à son empire sont encore plus lourds.

Par les menaces politiques et physiques qu'elle fait dès aujourd'hui peser sur la classe ouvrière polonaise, cette agression loin d'être la réalité de demain a déjà commencé.

## VARSOVIE : MOUVEMENT ETUDIANT ET UNIVERSITÉ VOLANTE

Le mouvement populaire qui secoue la société polonaise concerne également l'université.

Depuis la rentrée d'octobre, une organisation étudiante indépendante se met en place à Varsovie, comme dans tout le pays.

Cette organisation — le NZS — n'a pas encore obtenu sa reconnaissance légale. Pour s'y opposer, le tribunal de Varsovie, invoque l'impossibilité pour les étudiants de créer un syndicat ! Le NZS est pourtant bien décidé à ne pas se contenter d'une vague approbation par le ministre de l'Education, et à obtenir son enregistrement officiel.

A l'évidence, le pouvoir et l'appareil judiciaire cherchent à préserver l'ancienne organisation étudiante, le SZSP. Cette organisation de jeunesse est dans les faits très dépendante du POUP. Déjà largement discréditée, elle est aujourd'hui très affaiblie.

Les étudiants formulent leurs propres revendications, tout en affirmant leur soutien à Solidarnosc.

Les revendications essentielles des étudiants proposées par le MKZ, sont les suivantes :

— Pluralité des organisations et droit de réunion.

— Participation des étudiants à la définition des programmes d'étude, et uniformisation de la scolarité à cinq ans.

— Amélioration des conditions sociales : maisons d'étudiants, cantines, crèches..., augmentation des bourses.

— Interdiction de faire pénétrer l'armée et la milice à l'université, sans accord écrit du recteur et du Sénat.

— Réintégration des assistants, chercheurs exclus pour leurs opinions.

— Accès à tous les livres des bibliothèques.

En même temps, l'Université de Varsovie accueille des cours

parallèles. Elle joue ainsi un rôle très important dans les débats, qui traversent tout le pays.

La «Société des Cours Scientifiques» (TKN) ne date pas de l'été polonais. Pour tenir les cours, les rencontres qu'elle organisait, elle se heurtait à de nombreux obstacles. En particulier celui des lieux de réunions. Celles-ci se tenaient donc dans des appartements privés, dans des lieux différents, d'où le qualificatif d'Université «volante».

Actuellement, le TKN connaît un très grand essor. Les autorités universitaires lui ont autorisé — en tout cas pour l'heure — une libre activité. Et les cours se déroulent dans les amphithéâtres de l'Université, à un rythme presque quotidien. Ils sont animés par des écrivains, des poètes, des économistes, des sociologues, des historiens... parmi les plus connus, souvent, mais pas toujours liés au KOR ou à d'autres mouvements intellectuels.

Citons quelques titres de ces cours :

— «L'éducation et la vie sociale» (J. Kuron)

— «La littérature russe» (W. Woroszyński)

— «L'histoire contemporaine de la Pologne» (A. Michnik)

Le pouvoir qui a dû s'y résoudre pour l'instant, tolérera-t-il très longtemps que des opposants tels que J. Kuron, A. Michnik... profitent de l'espace de la liberté d'expression qu'ils ont largement contribué à ouvrir ? Après la dernière session du CC du POUP, marquée par une très grande intransigeance, on peut craindre une nouvelle période de répression ouverte. Si le pouvoir s'y hasardait, il aurait sans doute, compte tenu de l'ampleur du mouvement, fort à faire.

## D'après une correspondance de Varsovie

# Campagne électorale de Marchais

## DES RATÉS DANS LA MACHINE

Candidat officiel depuis le 12 octobre, Marchais est aussitôt entré en campagne électorale, bien plus vite que ses concurrents. Caractérisée par une très grande activité, un sectarisme outrancier et une personnalisation à l'extrême, cette campagne semble aujourd'hui connaître quelques grippages.

En témoignent les prises de position critiques de plusieurs organisations ou élus locaux, et surtout les réticences manifestées par nombre de militants.

«Le Parti doit tout entier se ranger derrière Georges Marchais», affirmait la conférence nationale d'octobre. Deux mois plus tard, tout montre que c'est loin d'être le cas.

**D**E tous les candidats à ce jour déclarés, Georges Marchais est assurément celui qui est le plus rondement entré en campagne. Neuf jours après sa désignation officielle, il tenait son premier meeting électoral devant les portes de Renault-Billancourt. Depuis, c'est la ronde infernale, rythmée par les une ou deux séances de signatures quotidiennes de *L'espoir au présent* et les déplacements à travers toute la France. Au Havre, à Cherbourg, au Mans, à Brive, à Tarbes, à Albi, à Cholet, à Amiens, à Charleville, à Reims, on a ainsi vu se reproduire ce qui tend à devenir un rituel : Marchais pénètre dans les salles sous les accents du «Chiffon rouge» et les cris de «Marchais président» avant de prononcer un discours qui fournit une bonne part de la copie de *L'Humanité* du lendemain.

Sous la férule de Fiterman, promu «responsable de campagne», la machine PCF s'est donc mise à tourner dans l'optique présidentielle. Avec, semble-t-il, quelques ratés si l'on en juge par l'insistance mise aujourd'hui à réclamer des militants et cadres «plus d'engagement». Par-delà les formules, c'est un problème essentiellement politique qui se trouve posé.

La campagne électorale du PCF est en effet agencée autour de quelques axes simples : dans son contenu, il s'agit avant tout de privilégier le thème du «*changement*», dont Marchais serait l'unique garant. Chaque voix obtenue par lui au soir du 26 avril 1981 sera ainsi comptabilisée comme «*voix pour le changement*», les autres suffrages allant à gauche n'étant que «*des éléments de confusion*». Dans ces conditions, la question du second tour est présentée comme «*déplacée*», la direction du

PCF se réservant le droit d'employer «ses» voix comme bon lui semble entre les deux tours, selon les circonstances. La forme et le style de la campagne électorale découle bien sûr de cette orientation : puisque du résultat dépend «*la clé du changement*», il convient de mettre tout entier le PCF au service de son candidat, en assurant le succès de ses meetings comme en vendant son livre. Plus que jamais, le PCF, c'est Marchais...

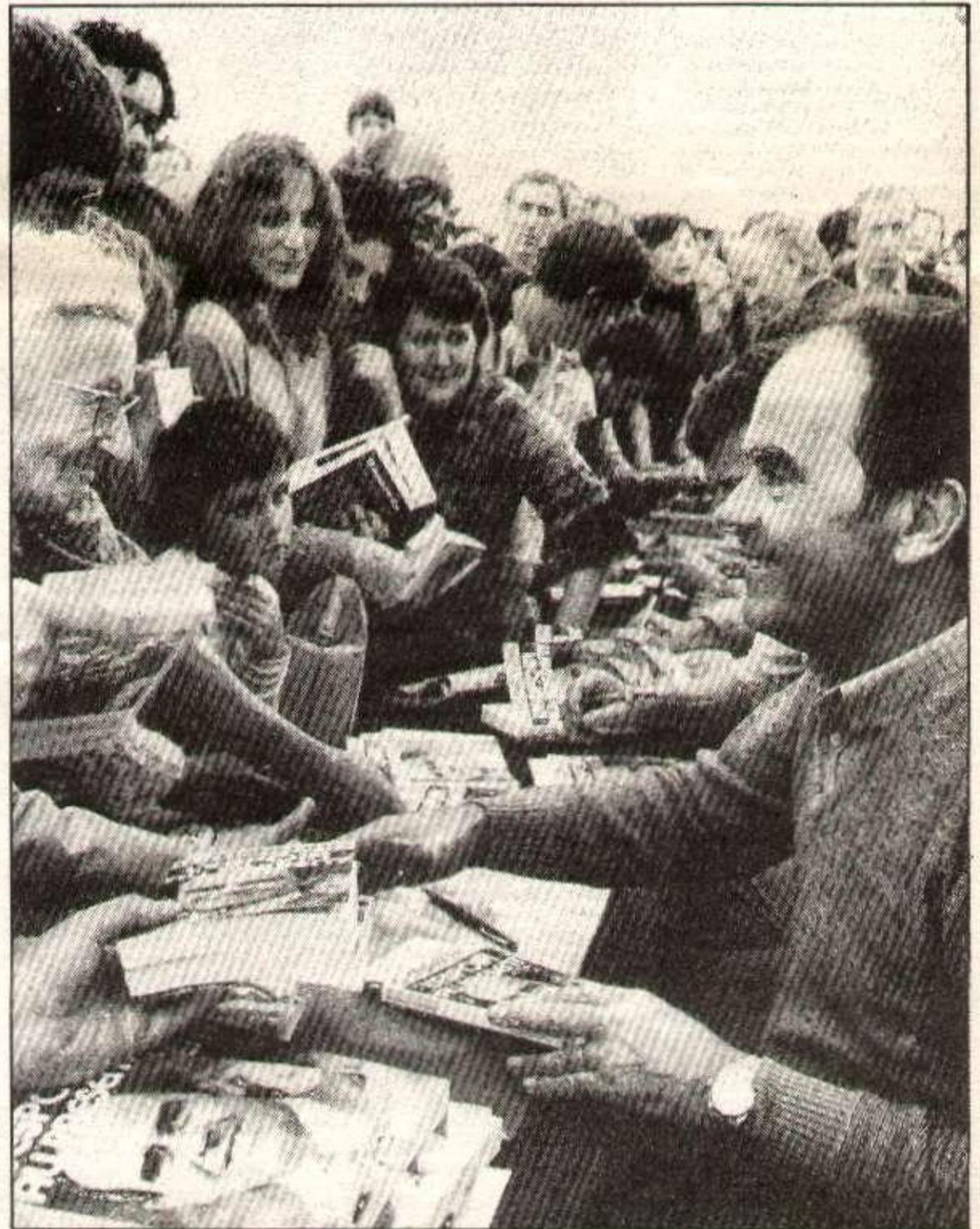
### Démissions...

Au regard de ces schémas, la réalité rencontrée par l'état-major de Marchais apparaît quelque peu différente. Le refus obstiné d'envisager concrètement la position au second tour suscite ainsi des critiques et des contradictions qui, pour n'être pas nouvelles dans leur fond, n'en trouvent pas moins dans les sénatoriales de septembre et les récentes législatives partielles de nouveaux aliments. La position de la section de Villefranche-sur-Rouergue, désavouée par les instances fédérales et nationales, apparaît comme représentative de la sensibilité d'un certain nombre d'organisations du PCF quotidiennement au contact de la gauche, notamment dans les municipalités.

C'est aussi parce qu'il «*il ne peut pas se résigner à la désunion et à la guerre ouverte entre PCF et PS*» que l'adjoint au maire de Carcassonne, Marcel Peytavi, membre du comité fédéral de l'Aude, vient de démissionner du PCF. Roger Perrayon, conseiller municipal d'Arles, a pris la même décision, pour les mêmes mo-

Par Nicolas DUVALLOIS

La diffusion de «L'espoir au présent» n'échappe pas aux réticences.



tifs : «Je me sens totalement incapable de participer à la campagne électorale du secrétaire général, ni même de voter pour lui au printemps prochain».

Ces prises de position, loin d'être isolées, même si elles sont les seules à être publiques, sont importantes à plus d'un titre. D'abord, elles ne sont pas le fait de militants se définissant de longue date comme «militants critiques», et elles arrivent au contraire à un moment où la direction entend mettre fin à la contestation, y compris en pratiquant des exclusions de fait comme vient de le montrer la «mise hors du parti» de Pierre Li, l'ancien correspondant de *L'Humanité* à Varsovie. Ensuite, et surtout, elles traduisent les inquiétudes de nombreux militants ayant accédé à des postes d'élus municipaux au moment de l'union de la gauche, et qui aujourd'hui se trouvent en total porte-à-faux avec les nouvelles orientations du PCF.

... et réticences dans la mobilisation

Aiguës pour tout ce qui concerne l'union, les réticences s'expriment aussi dans d'autres domaines. Ainsi la personnalisation extrême de la campagne suscite-t-elle bien des remous. Au fur et à mesure que sortent les brochures électorales, ce n'est plus les positions du PCF qui sont mises en avant, mais celles de Marchais, et la presse est remplie de déclarations où domine le «Je».

Dans certains cas, notamment dans la banlieue sud de Paris, on a vu des cellules refuser de diffuser *L'Humanité-Dimanche* où Marchais annonçait, en gros et à la «une» : «Voici mes propositions». Ailleurs, des militants ont refusé de coller des affiches à l'effigie du candidat, préférant leur substituer des affiches popularisant une lutte. Il est à remarquer à ce sujet que les critiques portant sur «la renaissance du culte de la personnalité» sont aussi le fait de militants se déclarant par ailleurs en accord d'ensemble avec les positions de leur parti.

La diffusion du «livre de Georges», *L'espoir au présent*, n'échappe pas aux réticences. Certes, le chiffre de diffusion annoncé peut paraître relativement important : plus de 200 000 exemplaires effectivement payés. En fait, les choses sont moins roses, si l'on sait que la plupart du temps les règlements ont été effectués par les organisations sur leurs fonds propres, quitte à elles de se rembourser en essayant de vendre le livre.

Témoin cet appel organisé d'une section de la banlieue Nord, par ailleurs présentée comme exemplaire à ses adhérents, «Nous attirons votre attention sur le petit nombre de livres *L'espoir au présent* réglé par les cellules. Si ce nombre dérisoire reflète l'état de la diffusion, il est absolument nécessaire que des mesures soient prises». Suivent

les chiffres : «seulement 15 de payés, sur 230 avancés par la trésorerie». Les difficultés rencontrées dans la vente du livre de Marchais apparaissent du même ordre que celles ayant trait à la mobilisation financière : l'objectif est ici considérable : 3 milliards d'anciens francs sont demandés au titre de la «souscription des présidentielles». Si un peu plus du tiers de cette somme versée directement par les cellules, chacune d'entre elles étant «taxées» pour 200 F, la suite d'annonce plus difficile si l'on considère, par exemple, que lors d'une réunion «exceptionnelle» des trésoriers de cellule de la fédération de Paris, moins d'un sur cinq ont jugé utile de se déplacer...

Ces «grippages» de la machine du PCF ne sont plus d'ordre conjoncturelles, pas plus qu'elles ne sont le reflet de simples difficultés organisationnelles s'agissant d'un parti qui possède une si forte expérience en la matière.

Regonfler les militants

Face à ces problèmes, la direction réagit de plusieurs manières, d'après ce qui ressort des diverses réunions tenues dans la dernière période. Il y a tout d'abord la volonté de nier les difficultés, en accusant ceux qui s'en font l'écho de calomnieux : s'agissant des silences de la télévision sur les meetings Marchais, l'argument peut prendre. Il est cependant à double tranchant. Difficile, par exemple, de faire croire que *L'espoir au présent* se vend «comme des petits pains» à des militants confrontés quotidiennement aux difficultés de sa vente ! D'où la ligne de repli consistant à faire porter le poids des échecs, ou demi-échecs, aux militants eux-mêmes : c'est le sens des critiques portées à la section de Villefranche-sur-Rouergue, ou aux fédérations en retard dans la souscription ou la vente de *L'Humanité-Dimanche*.

Cependant, il y a semble-t-il derrière ces accusations une réelle inquiétude, qui s'est exprimée par la convocation de nombreuses réunions destinées à «faire le point» et, selon le mot de Paul Laurent, à «regonfler les militants» : c'est ainsi que les 23 et 24 novembre, 250 militants, représentant les sections du PCF dans les usines de plus de 3 000 salariés, ce sont réunis à Paris sous la présidence de Jean Colpin. Quelques jours plus tard, c'était le «collectif employés» qui réunissait ses cadres. Le 1<sup>er</sup> décembre, c'était au tour des secrétaires fédéraux à l'organisation. A chaque fois, une même conclusion : «Les idées maîtresses de notre candidat doivent être plus largement répandues, connues, discutées».

Un mois après son départ, la campagne électorale du PCF donne des signes d'essouffement. Restent encore 20 semaines.

TALC MORHANGE : D'UN SCANDALE A UN AUTRE

Le scandale avait commencé le 11 février 1980. Ce jour-là, le tribunal correctionnel de Pontoise avait estimé que la mort de 36 bébés ne devait pas valoir plus de vingt mois de prison pour les responsables.

En effet, quatre dirigeants des sociétés incriminées étaient condamnés à des peines allant de treize à vingt mois de prison, toutes ces peines étant assorties de sursis. A quatre, ils devaient en outre payer 600 000 francs de frais, indemnités, et dommages et intérêts : un drame pour ces directeurs de société...

Il avait fallu sept ans pour en

arriver là. Eh bien, ça n'était pas fini : les condamnés avaient fait appel le jour même, et c'est le vendredi 5 décembre que la cour d'appel de Versailles a rendu son verdict définitif. Les mots ne suffisent sans doute plus pour qualifier ce dernier résultat : les peines ont presque toutes été réduites, elles sont toutes amnistiables, les frais de justice ne seront pas à la charge des inculpés, mais à celle du Trésor.

Hubert Flahaut, directeur général de la société Givaudan-France, avait été condamné à dix-huit mois avec sursis. Il paiera 30 000 francs d'amendes.

Paul Maillard, PDG de la

société SETICO, chargée de conditionner le talc, avait été condamné à vingt mois avec sursis. Il paiera 30 000 francs d'amendes. Rappelons que c'est dans son entreprise que le bactéricide fut adjoint par erreur dans la composition du talc, et dans des proportions mortelles.

Jean Brunet, directeur technique de la SETICO, avait été condamné à vingt mois avec sursis. Il a été condamné à quatre mois, avec sursis.

Paul Berty, directeur de la société Morhange, chargée de vendre le talc, avait été condamné à treize mois avec sursis. Il a été condamné à un mois avec sursis.

Il y a eu trente-six morts et cent cinquante handicapés. Mais la justice a laissé traîner l'affaire. Cette justice, toujours prévenante lorsque les accusés sont des patrons. Il y a quelques semaines, lors du procès qui jugeait les responsables de la mort des quarante-deux mineurs de Liévin, le procureur s'est permis de dire qu'il fallait tenir compte de la personnalité des inculpés.

Dans cette société, certains peuvent encore assassiner, mutiler, empoisonner quasi impunément.

MOUVEMENTS ETUDIANTS

Les étudiants en architecture de Strasbourg sont en grève depuis le 26 novembre pour protester contre le manque de locaux. Le 28 novembre, dans cette même ville, les étudiants en psychologie ont voté la grève en assemblée générale. Leurs revendications : annulation des mesures supprimant les habilitations à délivrer les diplômes de deuxième et troisième cycle ; augmentation du budget des universités pour permettre la création de postes d'enseignants ; retrait de la loi modifiant la composition des conseils d'université ; suppression des mesures limitant l'accès aux universités françaises des étudiants étrangers. Cette lutte est la poursuite de celle qui a été menée lors de la dernière année universitaire dans un grand nombre d'universités françaises. D'autres UER se sont jointes au mouvement, et ce sont au total 24 UER ou instituts qui y participent, plus les classes préparatoires de certains lycées.

Des mouvements ont également lieu à Perpignan et à Toulouse.

A Paris, de nombreuses organisations, dont l'UNEF indépen-

dante et démocratique, appellent pour le 12 décembre à une manifestation contre la restructuration de l'Université. Cette manifestation sera également destinée à protester contre les actes des groupes fascistes, qui sont récemment intervenus à la faculté de Tolbiac, blessant plusieurs étudiants.

UNE EXPULSION PARTICULIEREMENT ODIEUSE

MABROUK, jeune Algérien est en France depuis 1976. Plus précisément, il y est depuis que, victime d'un grave accident en Algérie, il a dû se faire amputer d'un bras dans un hôpital lyonnais.

Après être passé devant différentes commissions pour la réinsertion des handicapés, Mabrouk venait d'être admis dans un stage de «préparation à l'emploi» de la FPA, lorsque, le 6 novembre, il était convoqué à la préfecture du Rhône.

Là, il apprend que son entrée en France ne s'est pas faite selon la loi — le transport Algérie-Lyon s'est fait en urgen-

ce... —, et il n'a pas régularisé sa situation quand il le fallait, c'est-à-dire à l'âge de 16 ans, en novembre 1979, ce dont personne ne l'avait prévenu. Bien entendu, aucune chance de pouvoir régulariser sa situation : on l'expulse.

Or, cette expulsion est illégale puisque Mabrouk est mineur : il a 17 ans. D'autre part, comme mineur, il ne peut porter plainte lui-même.

Enfin, détail particulièrement odieux, ceux qui l'ont expulsé étaient tellement pressés qu'ils ne l'ont pas autorisé à passer chez lui prendre sa prothèse !

livres

DANS LES PRISONS D'ARGENTINE...

Miguel Benasayag a été libéré et expulsé en France fin 1978 avec trois autres Français ou Franco-Argentins à la suite d'une campagne internationale. Il avait été arrêté à Buenos Aires en mars 1975. C'est le récit de ces quatre années de prison qu'il nous livre ici.

Il ne parle pas de la torture, des exécutions, dans le but d'indigner ou pour mettre en valeur les sacrifices. Il ne parle presque pas, non plus, des relations avec les autres prisonniers, de l'organisation de la résistance. Il raconte essentiellement son expérience personnelle.

Tout est fait pour réduire à rien les emprisonnés. Le moment d'être réveillé, le moment d'être emmené pour l'exécution — feinte, réelle —, le moment d'être

torturé ; tout est imprévisible. Dans cette dépendance absolue le plus terrible ce n'est pas la torture, mais avant, l'angoisse d'être torturé.

Pourtant, le nombre de ceux qui collaborent avec l'ennemi est infime. Pourquoi ?

Miguel Benasayag veut faire comprendre comment une résistance si générale est possible. Il décrit, revient sur les «expériences limites». Il hésite dans ses définitions.

Ce n'est qu'à la fin de son livre, quand tous les termes sont posés pour le lecteur, quand celui-ci est bien convaincu qu'il n'y a là nul «héroïsme», — seulement la nécessité de ne pas renier sa vie — que Miguel Benasayag raconte, d'un seul trait de plume, quelques histoires exemplaires. Elles valent,

alors, non pour quelques militants hors du commun, mais pour tous les «politiques» et le peuple en Argentine.

C'est pour cela que Miguel Benasayag écrit ses «contes à voix basses». Il veut dire quelque chose de nouveau, dont aucun récit en terme d'héroïsme ne rend compte.

C'est dans ce sens que son livre est un acte de solidarité avec ses camarades. Pour établir un contact avec eux qui soit juste, et qui leur rende justice.

L. GRISEL

Miguel Benasayag  
Magré tout  
Contes à voix basses  
des prisons argentines  
Editions Maspéro, 1980

# Y A-T-IL EN FRANCE UN PARTI SOCIAL-DEMOCRATE ?

A propos du livre d'Hugues Portelli «Le socialisme français tel qu'il est»\*

Le Parti Socialiste peut-il être caractérisé comme un parti social-démocrate ? La réponse peut paraître aisée si on prend en compte le fait que ses dirigeants se réclament des minoritaires du Congrès de Tours, ceux-là même qui se définissaient comme «sociaux-démocrates» face aux partisans de la III<sup>ème</sup> Internationale. Elle l'est moins si on essaye de comparer le PS aux partis sociaux-démocrates allemands ou anglais ou si l'on examine ce que fût, et ce qu'est, le socialisme français dans la vie politique nationale. C'est ce qu'a fait Hugues Portelli dans son dernier livre.

Par Nicolas DUVALLOIS

**P**EUT-ON concevoir en France, l'avènement d'un système politique caractérisé par l'alternance et la bi-polarisation, à l'exemple de ce qui existe en RFA, en Grande-Bretagne ou dans certains pays scandinaves ? Face aux «blocages» du jeu politique actuel, la question est périodiquement posée ici ou là. Ainsi la droite pousse-t-elle régulièrement des soupirs en regrettant l'absence d'un «vrai» parti social-démocrate, digne de confiance parce que débarrassé des problèmes d'alliance avec le PCF. Ainsi ce même PCF dénonce-t-il non moins régulièrement les «pressions» d'une Internationale socialiste accusée de pousser le PS français sur les rails des sociaux-démocrates allemands ou des travaillistes anglais. Ainsi, au sein-même du PS, des voix s'élevaient-elles de temps à autre pour souhaiter réhabiliter le concept même de social-démocratie.

L'instauration en France d'un jeu politique bi-polaire supposerait un ensemble de transformations considérables, sans commune mesure avec les simples alliances électorales qui se nouent ou se dénouent. Pour concevoir de telles transformations, il faudrait que la droite française surmonte des divisions bien antérieures à l'affrontement Giscard-RPR. Il faudrait aussi, d'une manière ou d'une autre, une mutation radicale du PCF. Il faudrait enfin qu'existe un parti social-démocrate véritable. C'est ce dernier point qu'a étudié, de manière très complète, Hugues Portelli dans son livre *Le socialisme français tel qu'il est*.

Sa réponse est nette : le Parti Socialiste n'est pas un parti social-démocrate, dans l'acception qu'on donne à ce terme par comparaison aux partis de l'Europe du Nord.

## Plus de différences que de points communs

Certes, le PS présente un certain nombre de points communs avec ces partis : par exemple la référence historique à la deuxième internationale au moment du clivage entre sociaux-démocrates et communistes ; par exemple aussi un réformisme avoué qui se traduit en fait par un réel empirisme dans l'exercice du pouvoir. Ceci étant dit, ce sont, d'après Portelli, les différences qui l'emportent.

— Les partis sociaux-démocrates de l'Europe du Nord se sont historiquement édifiés autour d'une base de masse ouvrière, facilitée entre autre par des rapports étroits, voire organiques avec les syndicats. Rien de tout cela au PS aujourd'hui, pas plus qu'à la SFIO d'hier.

La vieille coupure entre anarcho-syndicalistes et militants socialistes, qui date du début du siècle, n'a jamais permis aux partis socialistes d'antan de disposer de cette base ouvrière, tandis qu'après 1920 seul le PCF a su rallier à lui, et surtout organiser les travailleurs.

— Les partis d'Europe du Nord disposent d'une «machine politique» considérable, de par le nombre d'adhérents, les moyens matériels et financiers et la puissante militante. Là encore, le PS ne répond pas à cette définition. Quelles que soient par ailleurs leurs fluctuations électorales, la SFIO et le PS n'ont jamais disposé de ces atouts. Quand Defferre recueillait 5 % des voix en 1969, la SFIO regroupait 80 000 adhérents. L'influence électorale du PS a à peu près quintuplé, les effectifs ont à peine doublé.

— Enfin, de par la constance de leur puissance, les partis

sociaux-démocrates ont les moyens de peser sur les rapports de force et d'imposer des compromis à long terme aux classes dirigeantes. Là encore, ce n'est pas le cas du PS, si on prend en compte le fait qu'un des objectifs des uns et des autres aujourd'hui n'est pas de «faire avec le PS», mais au contraire de peser sur lui et de le diviser.

## Néo-radicalisme

Ni parti social-démocrate «classique», ni — évidemment — parti révolutionnaire, qu'est donc le PS ? Pour Hugues Portelli, il est «aux frontières du radicalisme». La démonstration est convaincante s'agissant de la SFIO, elle l'est semble-t-il un peu moins pour le PS d'aujourd'hui, notamment parce qu'il paraît difficile de le caractériser de façon unique dans toutes ses composantes.

## Quelles «classes moyennes» ?

Le même phénomène se reproduit-il avec le PS né à Epinay en 1971 ? Portelli estime que oui. Constatant d'une part que les gains électoraux du PS lui proviennent essentiellement de la succession du moribond radicalisme (cf toute la région Sud-Ouest), et d'autre part que la base d'adhésion du PS, et moins encore sa direction, ne sont pas ouvrières, il en conclut que «né sur le terrain du radicalisme, l'ayant progressivement remplacé, le Parti Socialiste ne peut avoir vocation à créer une social-démocratie, mais semble plutôt destiné à constituer un néo-radicalisme de gauche, qui soit aux nouvelles classes moyennes ce que le vieux radicalisme fut à la petite bourgeoisie traditionnelle. Perspective que les débats éternels du PS ne sauraient masquer au contraire». De fait, les propo-

trouve dans les thèses rocardiennes des traces importantes de ce «clubisme d'élite» (cf le club Jean Moulin dans les années 60) dont une des ambitions, ratée, était de «rénover» le radicalisme.

Peut-on pour autant affirmer que «l'effet Rocard», et par-delà le courant culturel qui le soutient, se résume à la simple expression des classes moyennes ? En d'autres termes, peut-on tracer un signe égal entre la petite-bourgeoisie de l'entre-deux-guerres, base sociale du radicalisme, et les «classes moyennes» d'aujourd'hui. C'est sans doute le reproche principal qu'on peut adresser à Hugues Portelli : celui de laisser subsister une ambiguïté quant à la base sociale du PS en n'évoquant que «les nouvelles classes moyennes». Quelles sont-elles, quand sont-elles apparues, quelle culture véhiculent-elles ? L'absence de réponse à ces questions, due en partie aux limites de l'objet étudié, nuit à la critique du rocardisme.

## A quand la chute ?

Portelli, au terme de son analyse du *Socialisme français tel qu'il est*, conclut par une constatation indéniable : «Dans le système politique national, le PS est aujourd'hui le maillon le plus faible : face aux deux courants traditionnels de la droite et à un Parti Communiste qui ne s'effondrera pas de sitôt, le Parti Socialiste constitue un pari politique étonnant, mais aussi un proie tentante». L'avenir «à l'allemande» paraît en effet bouché à ce parti, dans le même temps où il est un parti de pouvoir, peuplé de notables mais aussi de cadres prompts à peupler les sommets de l'Etat. Il n'a pas les moyens de durer trop longtemps loin des allées du pouvoir. Considérablement affaibli après le Congrès de Tours, la SFIO est parvenue à remonter la pente pour atteindre le pouvoir en 1936. Quatre ans plus tard, la SFIO sombra dans la honte après que la majorité de ses parlementaires eut voté les pleins pouvoirs à Pétain. Réapparue à la Libération, la SFIO signalait des pages sombres de notre Histoire avec le début de la guerre d'Algérie en 1956, avant que d'agoniser progressivement jusqu'aux 5 % de Defferre en 1969. Réapparue encore à Epinay en 1971, un nouveau parti socialiste frappe à nouveau aux portes du pouvoir. A quand la chute ?

\* Editions PUF

Pour le Socialisme - 9



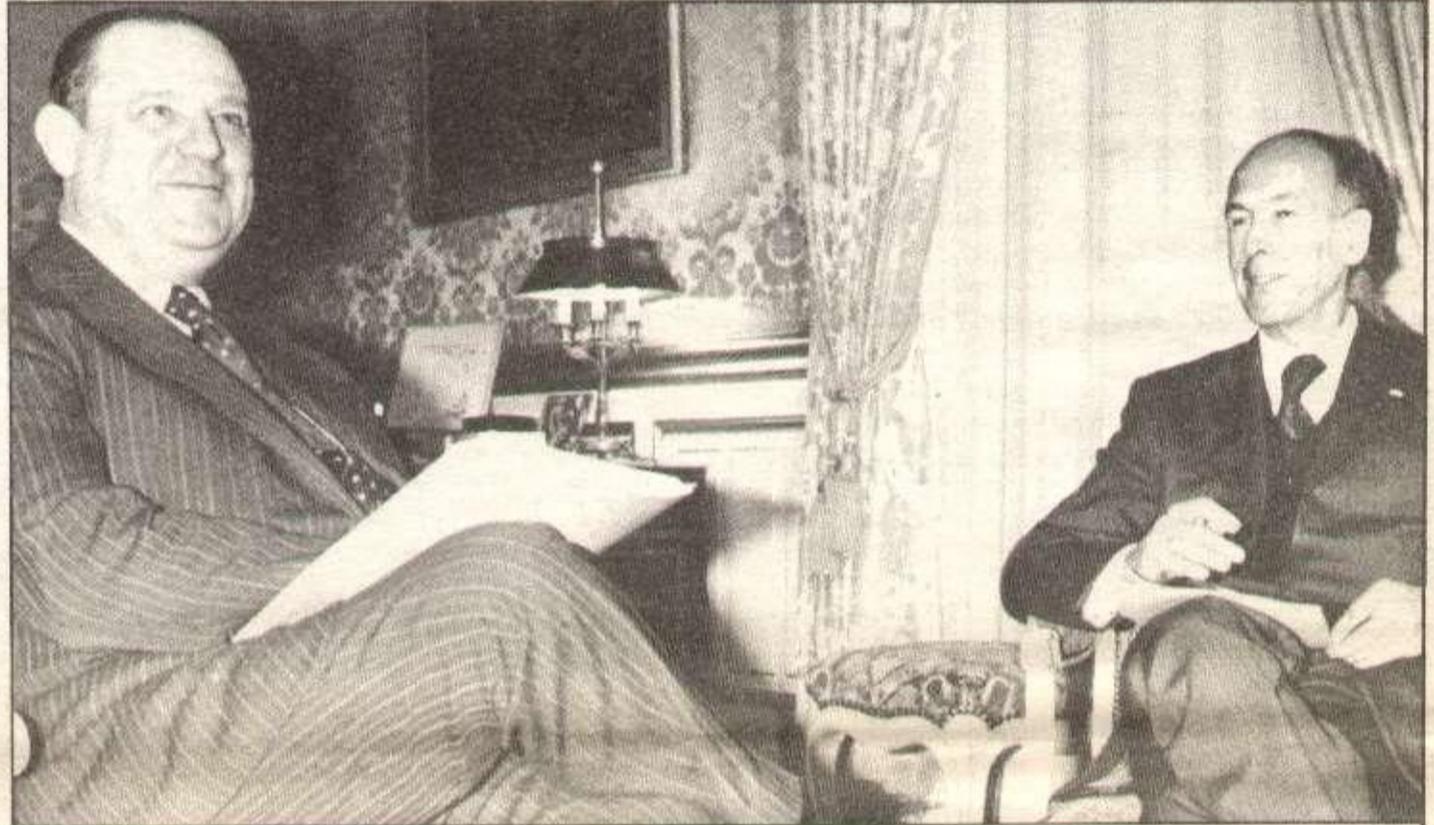
Le PS français peut-il être assimilé à un parti social-démocrate comme celui de RFA ?

Il est un piège à éviter : c'est celui qui consisterait à juger de la SFIO à travers ses textes programmatiques. On y verrait un parti s'affirmant marxiste, partisan de la dictature du prolétariat, affirmant bien haut la primauté du politique sur le revendicatif, et finalement plein d'une rigueur doctrinale fermant la porte à toute concession. La réalité, on le sait, fut toute autre. A chaque période importante de l'histoire, la SFIO a tourné le dos aux intérêts des travailleurs pour se porter vers une défenses du «républicanisme» qui est une des clés du radicalisme. Portelli explique essentiellement cette position constante, au moment des grands choix, par la base sociale de la SFIO, composée, à quelques exceptions près, par les «classes moyennes».

sitions politiques d'un Mitterrand si tant est qu'on puisse les cerner précisément, semblent donner raison à Portelli : l'attachement aux vertus républicaines, à la laïcité, les rapports ambigus avec le monde ouvrier, tout le rattache au radicalisme tel qu'il a pu exister en France. Mais le PS, ce n'est pas que Mitterrand. C'est aussi le CERES, qui prolonge jusque dans son impuissance une conception «néo-jacobine» vieille de près d'un siècle. C'est enfin le rocardisme qui échappe pour une bonne part aux schémas traditionnels. Certes, les rocardiens se référent explicitement au «mendésisme», dernière illustration au pouvoir de la tradition radicale. Certes, la base rocardienne dans le PS n'a rien d'ouvrière, et même de populaire. Certes, on

# ELECTIONS PRESIDENTIELLES : QUEL COMBAT MENER ?

Quel combat mener, pour les révolutionnaires, dans la bataille politique des présidentielles qui a déjà commencé à s'engager ? La réponse ne saurait se réduire à tel ou tel choix de tactique électorale, qui serait au demeurant, tout à fait prématuré pour le moment. Une droite arrogante qui affiche sa certitude de poursuivre, pour un nouveau bail de sept ans, sa politique réactionnaire, une gauche divisée, enfermée dans une logique sectaire : le problème clef est bien, dans cette période d'intensification du débat politique, de transformer positivement l'expérience de l'échec de la gauche en 1978, en une dynamique et une force nouvelle pour la transformation socialiste.



La droite au pouvoir, arrogante, semble sûre d'elle-même...

**L'**ÉCHEANCE de l'élection présidentielle du printemps 1981 domine, depuis plusieurs mois déjà et ouvertement depuis la rentrée, la vie politique en France, commande les comportements et les prises de positions des principales formations politiques, pèse indirectement sur les possibilités de lutte. On ne peut en sous-estimer l'enjeu : le maintien de Giscard à l'Élysée en 1981 signifierait que se considérerait comme reconduite pour un nouveau bail de sept ans, cette politique ultra-réactionnaire et arrogante de chômage, de baisse du pouvoir d'achat et d'attaque systématique des libertés démocratiques que nous subissons depuis plusieurs années.

D'un point de vue révolutionnaire, il ne s'agit pas de répondre à cette échéance, en se prononçant ou non dès maintenant pour tel ou tel candidat au premier tour, pour telle tactique au second tour. D'abord parce qu'il serait tout à fait prématuré de déterminer de tels choix tactiques, alors que les données définitives de la bataille électorale, les candidats en présence ne seront pas connus avant des semaines, sinon plusieurs mois ; alors que d'autre part, il serait irresponsable de croire pouvoir prévoir l'évolution de la situation politique dans les six mois à venir, qui entrera pourtant nécessairement dans les choix tactiques à prononcer. Mais surtout parce qu'il faut, avant toute chose, déterminer par quel moyens, selon quelle démarche il est possible dans les conditions actuelles, de se saisir

de cette période privilégiée d'intensification du débat politique pour mettre à jour, polariser et développer un courant révolutionnaire capable de peser significativement dans la vie politique de notre pays.

## L'arrogance de la droite

Or que constate-t-on aujourd'hui ? La droite au pouvoir, semble sûre d'elle-même, sûre de se maintenir à la direction du pays et affiche avec cynisme sa détermination à poursuivre la même politique pour le prochain septennat. Barre se permet de déclarer que la hausse nominale des salaires est trop rapide et d'annoncer qu'il faudra s'estimer satisfait si le pouvoir d'achat ne continue pas à baisser. Tout en faisant donner systématiquement la police et la justice contre les militants syndicaux les plus combattifs, le gouvernement, avec le projet «Sécurité et liberté» de Peyrefitte entend légaliser pour les années à venir la confusion du droit du travail avec le droit commun, pénaliser aussi largement que possible les actions liées aux conflits du travail et au combat politique.

Cette assurance et cette arrogance ne reposent pas seulement sur les difficultés objectives, très réelles qu'a produites le développement de la crise, en creusant ou en créant différences et divisions parmi les travailleurs : la droite

mise avant tout sur la division actuelle de la gauche pour se maintenir au pouvoir et met sciemment à profit les conséquences paralysantes et négatives de cette division sur les mouvements populaires.

## La logique négative de la gauche

Car si, avant 1978, l'Union de la gauche et l'attente d'une victoire électorale de la gauche ont pu susciter une certaine dynamique ou du moins être investies d'espoir et de volonté de changement, l'échec de mars 1978, consécutif à la rupture de l'Union de la gauche, par contrecoup a semblé fermer pour longtemps toute perspective de transformations. D'abord parce que cette rupture, apparue dès l'automne 1977, cinq années après la signature du Programme commun, tout en portant un coup fatal à la crédibilité d'un gouvernement de la gauche unie, n'a pas reçu d'explication satisfaisante de part et d'autre, est resté donc largement incompréhensible. Ensuite parce que cette division, après l'échec une fois manifesté au grand jour, n'a cessé de s'envenimer et de dégénérer en des attaques de bas étages, chacun rejetant sur l'autre la responsabilité de l'échec, chacun chargeant le partenaire d'hier, avec qui il se proposait de gouverner, des tares les plus indélébiles. Cet

engrenage destructeur apparaît d'autant plus déroutant et décourageant pour ceux qui avaient cru au Programme commun, y avaient placé leurs espoirs de changement, que son origine, son déclenchement leur restent toujours obscurs, et de sûr-croît sans cesse obscurcis par les invectives lancées et accumulées de part et d'autre. Si la rupture demeure inexplicable en son fond, comment imaginer, envisager les bases pour reconstituer une convergence des forces politiques de gauche et recréer les conditions d'une victoire électorale ?

Or, le PCF comme le PS, leurs directions paraissent très éloignées de cette préoccupation. La ligne officielle du PCF est désormais celle du repli sectaire : le PCF est le seul parti qui représente réellement les travailleurs, le PS ayant complètement basculé dans la collaboration de classe, Marchais est le seul candidat contre Giscard. Redonner au parti une cohésion interne et une dynamique — profondément entamées par l'échec de 1978 — et tenter de gagner des électeurs, par une allure combative, au détriment du concurrent socialiste, tels sont les principaux motifs, étroitement partidaires, de la politique actuelle du PCF. D'un autre côté, au parti socialiste, aucun moyen n'est épargné, y compris les invectives, pour tenter de réduire au maximum les positions électorales du PCF, et préparer ainsi les conditions pour renégocier, éventuellement, en position de force avec lui.



Une rupture qui n'a pas reçu d'explication satisfaisante de la part des protagonistes.

## Refuser le repli

Si on admet que les forces vives de ce pays susceptibles de promouvoir des transformations sociales se reconnaissent, pour la plus large part d'entre elles, même avec des réserves et des défiances, même en comptant aller au-delà, dans la perspective de la gauche unie, une telle situation déconcerte, désarme et décourage beaucoup de militants de gauche, beaucoup de personnes qui s'étaient engagées dans le combat politique ou y étaient prêtes. Cela se marque par une désaffection très nette au PCF, du militantisme, des démissions plus ou moins silencieuses ou un repli sur des activités purement syndicales. Au-delà des militants, cette situation peut entraîner, plus largement, une attitude de rejet global de l'action politique comme illusoire et inefficace, l'assimilant automatiquement aux jeux et aux manipulations de la politique politicienne. Et pour une part si la candidature de Coluche a rencontré pour le moment un certain écho dans des milieux de gauche, c'est qu'ils ont cru y retrouver, sous le masque de la dérision, l'écoeurement et l'amertume qu'ils éprouvent à l'égard des appareils de la gauche, en même temps que le sentiment d'absence de toute perspective politique.

Mais si l'on s'inscrit dans une perspective révolutionnaire, le problème clef est bien de transformer en positif les conséquences apparemment négatives de la désunion et des déchirements de la gauche, de trouver, en tirant des leçons de l'échec de l'Union de la gauche, les moyens de le rendre fécond et de créer une nouvelle dynamique de transformation sociale.

Plusieurs réponses sont tentées qui apparaissent inadéquates ou insuffisantes.

Par exemple, il ne suffit sans doute pas dans les conditions actuelles, de promouvoir un candidat qui, se présente comme révolutionnaire, qui dénonce la

division de la gauche, appelle à l'unité contre Giscard-Barre. Si justes que soient ses positions, quelles chances a-t-il d'être entendu de ceux-là même qui, en dépit de leur malaise et de leurs frustrations et interrogations, continuent à se situer dans fondamentalement dans le champ des institutions traditionnelles de la gauche ? Et même si ses arguments sont entendus, pris en compte, par certains, comment pourraient-ils se transformer en une dynamique et non pas apparaître simplement comme un témoignage peut-être lucide, et respectable, mais incapable, par définition presque, de se concrétiser en un courant significatif. D'autant plus qu'avec la multiplication très sensible des candidatures de toutes sortes, les candidatures d'extrême-gauche risquent fort d'être perçues comme une expression, parmi beaucoup d'autres, au premier tour, d'une contestation peut-être utile, stimulante mais marginale par rapport aux possibilités réelles de transformation de la réalité. De plus, si les candidatures d'extrême-gauche restent aussi dispersées qu'elles le sont pour le moment, on ne comprendra guère à quel titre elles peuvent se croire fondées à en appeler à l'unité des travailleurs et elles apparaîtront plutôt comme un microcosme, une caricature des dissensions entre grandes formations de gauche. En tout état de cause, toute candidature de ce type se réduit à un acte de témoignage si elle n'est pas portée par un courant, une dynamique et elle ne saurait, par elle-même, les créer.

## Quel dynamique créer ?

Mais quelle dynamique créer et comment la créer ?

Il existe sans doute une tendance à, tout simplement, tenter de recoller ce qui a été brisé, à considérer qu'il faut avant tout reconstituer l'unité de la gauche, comme condition préalable à la réapparition de la dynamique qui avait pu se former autour de l'Union de la

gauche. Bref, opérer une sorte de retour en arrière. La dynamique consisterait donc à mobiliser les militants, sympathisants et électeurs de gauche, déçus par l'échec de 1978 et en désaccord avec la division actuelle, pour qu'ils fassent pression sur les appareils de la gauche et les contraignent à rechercher à nouveau l'union, seule capable de ressusciter une véritable dynamique populaire. De telles propositions reposent, en général, sur une analyse trop rapide, de l'opposition entre PCF et PS : on assimile leurs projets politiques comme très proches, parce que qualifiés tous deux de réformistes et, du coup, on n'explique plus leur division que par des concurrences de boutiques, des rivalités d'appareils et de personnes. La base en faisant valoir sa volonté d'unité, devrait donc être en mesure de surmonter ces obstacles bureaucratiques. C'est trop négliger la crise des institutions de gauche, sa profondeur et l'intelligence politique des militants ou proches : une telle explication, trop partielle ne saurait les satisfaire et ils n'entendent pas s'en remettre à nouveau aux appareils, même bousculés ; ils veulent d'abord comprendre le pourquoi de cette division et les objectifs réels des deux grandes formations.

## Quels moyens de s'unir ?

Une autre démarche, différente, cherche à rassembler, à donner corps à la volonté commune de lutte chez les militants de gauche, par delà leurs appartenances (ou leurs non-appartenances) partisans et à matérialiser ainsi, sur le terrain de la riposte à l'offensive de la bourgeoisie, à la fois la volonté et la possibilité d'union entre les forces de gauche (et aussi d'ailleurs d'extrême-gauche). Cette démonstration pour l'action, si elle prenait de l'ampleur, devrait devenir un fait politique, modifiant de bas en haut les institutions de gauche et les amenant à remettre en cause leurs politiques sectaires. On sait l'écho

considérable qu'a rencontré la pétition « Pour l'union dans les luttes », il y a un an. C'est à coup sûr un symptôme significatif de la crise des institutions de gauche et du rejet par de larges franges de la polémique engagée entre PCF et PS et des explications qu'ils donnent respectivement de leur division. Mais on doit mesurer aussi au-delà de tout ce qu'elle comporte de positif, les obstacles et les limites auxquels se confronte nécessairement une telle entreprise : d'une part, du fait de leur caractère différent, moins politisé aujourd'hui (en raison notamment des divisions mêmes de la gauche), les luttes offrent un terrain plus restreint, moins fertile à l'avancée politique. D'une part, il y a surtout le risque en privilégiant la lutte, l'action comme seul moyen d'unification, de taire les divergences, de limiter au minimum le débat : ce qui en définitive rend précaire la volonté commune d'agir ensemble, peut la paralyser et l'émietter.

Dans l'Appel de son Comité Central, « Pour en finir avec les divisions, pour l'unité, pour le débat, pour la lutte », notre Parti s'adresse largement « au sein des partis de gauche, des organisations d'extrême-gauche, des syndicats », comme parmi les inorganisés, à tous ceux qui refusent la logique sectaire, négative des partis de gauche. Mais il les appelle, inséparablement, à s'unir sur quatre propositions :

— « Sans recourir à l'invective au procès d'intention, mettre à jour ensemble, pas à pas, ce qui n'a pas marché en mars 1978, les raisons profondes de la cassure qui s'est produite ».

— « Déterminer ensemble les initiatives à prendre pour tout faire pour battre Giscard et ne pas en reprendre pour sept ans ».

— Discuter ensemble des exigences auxquelles doit répondre tout projet socialiste réellement novateur ».

C'est la logique de cette démarche que nous devons examiner prochainement.

Gabriel FERREOL

# TOUJOURS AU PLUS PRES DES TRAVAILLEURS

Depuis toujours, la CFDT de Basse-Normandie a été répertoriée dans la rubrique «basiste» au sein de la confédération. L'opposition des cédétistes bas-normands a toujours été vigilante à l'endroit de la direction fédérale. Ce fut le cas par exemple lors de l'opération des «assises pour le socialisme» en 1974.

En s'abstenant lors du vote sur la résolution sur l'action au Conseil National d'octobre, les représentants de l'UR (Union Régionale) Basse-Normandie voulaient-ils seulement montrer qu'ils tiennent à leur réputation ?

Cependant, des débats, parfois fort vifs, agitent depuis quelques mois, les syndicats et les différentes structures de l'UR.

**E**N Basse-Normandie, la CFDT est majoritaire. Rare privilège en France. En fait, dès le début des années 60, la CFDT surtout après la déconfessionnalisation a connu un essor rapide en relation directe avec le développement de vagues de luttes, principalement parmi les OS de ces usines récemment décentralisées où travaillent un nombre important de femmes. L'origine rurale d'une partie importante des travailleurs, l'inexistence de vieilles traditions ouvrières, le rôle mineur que joue le PCF dans la majorité des usines, tout cela a façonné une classe ouvrière (à Caen pour l'essentiel) assez particulière. Ces caractéristiques régionales se retrouvent fortement enracinées dans la CFDT. A vrai dire, la CFDT a joué le rôle essentiel dans presque toutes les grandes luttes des travailleurs de Basse-Normandie : Saviem, Jaeger, Moulinex, Blaupunkt, mais aussi Piron à Bretoncelles ou Caron-Ozanne à Caen ; sans parler de la formidable explosion de colère ouvrière qui déferla sur Caen en janvier 1968... trois mois avant mai.

Autant dire que la difficile situation actuelle n'en est que plus durement ressentie, plus difficilement vécue ; plus qu'ailleurs peut-être.

## Les métaux dans l'UR

Les métaux représentent entre 15 et 17 % de l'UR, derrière notamment l'agro-alimentaire. Cependant, le rôle joué par les syndicats des métaux, la place qu'ils ont occupée dans les luttes ces dernières années, les militants qu'ils ont donné à la CFDT, leur assure un poids important dans l'organisation. Par ailleurs, ils sont très représentatifs de la spécificité bas-normande dans sa globalité.

## Un contenu de gauche au recentrage

Pour l'essentiel des militants, le recentrage au départ ne disait rien qui vaille. Les visites du secrétaire général à l'Élysée ou à Maignon, les négociations tous azimuts, tout cela n'était pas dans les habitudes. Progressivement pourtant, comme beaucoup d'autres, on commença à prendre au sérieux la démarche confédérale. C'est que les problèmes qu'elle soulevait ne pouvaient plus être ignorés, sous peine de voir la cohésion, ou même l'existence de l'organisation menacées.

Dès lors, les cédétistes bas-normands choisissaient, tout en conservant leur vigilance coutumière, de s'engager résolument sur des aspects qui leur semblaient positifs. Principalement, ce furent les «hors-statuts», avec notamment la tenue d'assises sur cette question et les premiers pas dans l'organisation de ces travailleurs aux emplois précaires ; avec le soutien de la confédération. Pour les animateurs de cette expérience-pilote, l'orientation était clairement tracée. Ils n'ont jamais hésité à préciser qu'à leur sens, il était temps de «donner un contenu de gauche au recentrage».

Le Conseil National d'octobre a été l'occasion une fois encore de défendre cette manière de voir. De l'avis de la grande majorité des militants, les choses ont évolué positivement de ce point de vue. Ce que l'on appelle couramment désormais «les risques de dérive droitrière» dans la CFDT ont effectivement reculé. «Ce qui m'a frappé une fois encore, explique Guy Robert l'un des responsables de l'Union Régionale, c'est la capacité de l'organisation à prendre les critiques en compte, à ne pas avoir peur de revenir sur certaines positions, modifier certains points de vue, corriger des

Par Gérard PRIVAT

erreurs ou des défauts». Pour quoi alors s'être abstenu lors du vote sur la résolution sur l'action qui va assez nettement dans le sens souhaité ? «On était partis pour voter contre. La manière d'envisager les rapports avec la CGT qui avait prévalu jusqu'avant octobre nous inquiétait très sérieusement. Nous avons modifié notre position en faveur de l'abstention en regard du déroulement des discussions et de l'évolution des positions». De plus, les cédétistes de Basse-Normandie ne sont pas complètement rassurés sur l'avenir. Ils entendaient indiquer qu'ils restent vigilants. Ils tenaient à souligner que des positions comme celles qui étaient défendues sur le temps de travail pendant les négociations (surtout sur la notion d'annualisation du temps de travail) les ont profondément choqués. Enfin, alors qu'il y avait eu au sein de l'UR des discussions préparatoires assez intenses qui allaient dans le sens d'une position assez nettement orientée vers un vote négatif, il était sans doute difficile d'aboutir en fin de compte à une position diamétralement opposée. Bien qu'ils n'aient rien indiqué sur ce dernier point, il est probable que les représentants de l'UR au CN ont voulu prévenir les réactions d'un potentiel majoritaire de militants toujours méfiants vis-à-vis des structures ; surtout confédérales.

## D'autres problèmes

Cela dit, la décision de lancer une campagne pour la création d'emplois est jugée tout à fait positive, bien qu'elle ne fasse pas pour l'instant l'objet de nombreuses initiatives. Un rassemblement-meeting est prévu le 13 décembre à Flers-de-l'Orne mais c'est actuellement un peu tout.

Sans préjuger de l'ensemble des problèmes que pose la mise en œuvre de cette campagne, force est de constater que les militants de la CFDT de Basse-Normandie semblent dans l'immédiat passionnés par des débats qui ne recourent que partiellement la question de l'emploi et très peu la campagne nationale décidée par le CN sur cette question. Le 1<sup>er</sup> Congrès de l'Union métaux tenu le 5 décembre à Caen aura été l'occasion de s'en rendre compte.

Depuis toujours, le «basisme» ici, s'est conjugué avec une méfiance non dissimulée à l'égard des partis de gauche et

L'UR-CFDT de Basse-Normandie : un rôle essentiel dans les luttes de la région.



des partis et mouvements politiques en général. Cette tendance semble s'être sensiblement développée. La situation résultant des échecs répétés de la gauche y a très certainement contribué pour une large part. Le rapport d'orientation ainsi que la résolution générale adoptés au 1<sup>er</sup> Congrès de l'Union métaux sont très marqués par cette tendance. On peut dire que trois axes généraux s'en dégagent :

- 1) tout pour le syndicalisme
- 2) tout par la CFDT
- 3) tout par les travailleurs, par la base.

Et nombre de militants parmi ceux qui sont montés à la tribune ont largement expliqué leur refus des récupérations et des manipulations ; ils se sont largement faits l'écho des espérances déçues chez les travailleurs ; ils ont vertement critiqué les «décisions venues d'en haut», le manque de démocratie, y compris dans la CFDT. Ces militants dont beaucoup parmi eux étaient il y a pas si longtemps à la tête des luttes en Basse-Normandie ont fustigé, non sans raisons, ceux qui prétendent «faire le bonheur des travailleurs» sans même leur demander leur avis ou s'en servent de masse de manœuvre pour d'autres objectifs.

## Débats sur le fond

On comprend les raisons de ces militants ; on est sensible à

leurs motivations. Cependant, on ne saurait sous-estimer les risques que contient leur démarche dans le prolongement du refus des partis de gauche, un refus total de la politique, de toute politique ; dans une vision par trop «basiste», un nivellement des structures syndicales «par le bas» et partout, de leur capacité propre d'élaboration, de réflexion ; dans une affirmation par trop exclusive de la spécificité CFDT, un refus de fait de se donner les moyens de mettre en œuvre une politique unitaire offensive en direction de la CGT. Pas un mot n'a été dit sur cette question, ni une ligne dans les documents.

C'est en gros les reproches que fait la section RVI (ex-Saviem) qui avait présenté un contre-projet de résolution développant ces points dont certains n'ont pas hésité à dire qu'il avait été rédigé par l'UR.

Il reste que le rapport d'orientation et la résolution générale (relativement amendée) ont été très largement votés. Après ce congrès constitutif de l'Union métaux Basse-Normandie, il ne fait aucun doute que les débats vont se poursuivre sur ces questions de fond. Elles occuperont certainement une place importante dans la préparation et le déroulement du congrès de l'Union Régionale qui doit se tenir en février prochain.

# La CGT et les présidentielles

## LA CGT MAINTENUE DANS LA QUERELLE DE LA GAUCHE

Les 2 et 3 décembre, la CGT réunissait son Comité Confédéral National. Cette instance, dirigeante entre deux congrès, rassemble environ 200 membres, représentants des différentes fédérations et unions départementales, ainsi que les membres de la Commission exécutive. De ces deux journées et des textes qui en résultent — rapport de Henri Krasucki, déclaration du CCN et conclusions de Georges Séguy — il a surtout été retenu la position adoptée par la CGT face à la prochaine élection présidentielle. Mais il a été aussi question de deux autres points importants pour les mois à venir, l'appréciation des luttes depuis le début de l'année, et l'évolution des rapports avec la CFDT. Là-dessus, le CCN ne laisse rien en demi-teinte : pas question de changer d'un pouce la politique actuelle. Ce que dans ses conclusions, Georges Séguy a appelé, en martelant les termes, «*patriotisme de la CGT*».

Par Monique CHERAN

**C**ONCERNANT l'appréciation des luttes, le rapport de Krasucki, adopté par le CCN, était particulièrement tranché. Selon lui, «*c'est un fait que l'année 80 marque un tournant. Si l'on envisage l'ensemble de l'année, le fait principal de la vie sociale reste à coup sûr le développement important des luttes, sous l'impulsion de la CGT*».

### Pas question d'unité

Cette analyse de la situation, en termes de «*début de mouvement populaire*», ne semble pas très exacte. Certes les luttes n'ont pas cessé depuis la défaite de la gauche en mars 1978. Certes, les attaques du gouvernement et du patronat se heurtent à une résistance certaine. Mais il n'y a guère eu, cette année, de luttes de très grande ampleur. Bien sûr, la CGT a appelé, le plus souvent seule, à toute une série de journées d'actions, sur des thèmes nationaux ou catégoriels. Peut-on dire que toutes ces initiatives ont été de grands succès ? Sans doute pas, entre autres parce que le plus souvent, la direction CGT n'a rien fait pour que ces initiatives soient unitaires. Face à cette tactique, comment nier que bien des militants CGT se sont trouvés désemparés, culpabilisés par l'écart important qui existait, qui existe toujours, entre les appels à la lutte, à la mobilisation, et les

difficultés réelles qu'ils rencontraient sur le terrain ?

Le rapport de H. Krasucki donne une liste d'initiatives considérées comme positives. Ainsi de la journée d'action nationale des fonctionnaires, lancée par la CGT seule. Or, quel bilan a-t-il été tiré par ceux-là mêmes qui y ont appelé. Dans la fédération des Finances, par exemple, le bilan a été jugé plutôt négatif par la Commission exécutive. Aux dires de ceux des responsables qui pourtant avaient appelé à cette journée d'action, et ne la remettaient d'ailleurs pas en cause malgré son échec, il y a eu beaucoup de questions, dans les sections, sur l'opportunité d'une telle initiative, surtout du fait qu'elle était appelée par la seule CGT. Des sections en lutte par ailleurs, et de façon unitaire, avaient même refusé d'y participer. Au total, là où l'appel avait été lancé il n'a recueilli pas plus de 5 à 7 % de grévistes. Comment donc parler de succès, comment ne pas prendre en compte les questions posées par les syndiqués sur la validité, l'efficacité d'une telle tactique ?

### Le mépris

Pourtant, G. Séguy a été sans appel : «*Que de tels propos défaitistes soient tenus dans les rangs des politiciens qui tressaillent au moindre conflit ou chez des syndicalistes protagonistes de la trêve sociale, passe en-*



Le 40<sup>e</sup> Congrès de la CGT : une «ouverture» largement remise en cause à l'approche des présidentielles.

core ; mais que pareille désinvolture envers les luttes et ceux qui les mènent s'exprime dans nos propres rangs, voilà qui est choquant pour nous et blessant pour les militants qui se dépassent sans compter» (...). «*Les camarades qui parlent des problèmes d'unité et de la CFDT comme si le recentrage de celle-ci ne signifiait pas une évasion de l'unité d'action et une fuite vers le réformisme ne peuvent être pris au sérieux dans la CGT*». En clair, ceux qui s'interrogent sur la validité, les objectifs de l'actuelle tactique de la CGT n'y auraient déjà plus leur place !

### Présidentielles : «aider les travailleurs à faire leur choix» ?

Sur les présidentielles, l'objectif du CCN était de «*ne laisser subsister aucune ambiguïté*». Certes, la CGT ne prendra en

effet pas position explicitement pour tel ou tel candidat.

Après le 40<sup>e</sup> Congrès, la direction confédérale ne voulait pas prêter le flanc à des critiques du genre «*la CGT fait campagne pour le PCF*». La décision prise par le CCN a donc été de n'appeler à voter pour personne de précis, mais de donner des éléments pour «*aider les travailleurs à faire leur choix*». Ces éléments, c'est d'abord le programme de la CGT, adopté à Grenoble. S'y ajoutent le refus de l'installation des fusées Pershing en Europe, et de l'élargissement du Marché commun. Ces deux derniers points ont bien sûr été adoptés statutairement lors de la réunion d'instances confédérales, depuis le 40<sup>e</sup> Congrès. Cela dit, ils font l'un et l'autre partie des thèmes qui alimentent la querelle PCF-PS depuis des mois. De même, il faut prendre en compte le rappel, lors du CCN, de l'analyse faite en juin dernier par la confédération, et présentant le monde comme coupé en deux blocs, avec d'un côté, autour des pays socialistes, les forces de progrès, et de

l'autre, l'impérialisme, auquel étaient rattachées la social-démocratie et la CFDT «*recentrée*». Par la mise en avant de ces aspects du programme CGT, la direction confédérale inscrit donc plus que jamais l'ensemble du syndicat dans cette querelle de la gauche, et c'est bien cela qui était, et reste, à l'origine des critiques qui ont afflué au moment du bilan, après l'échec de la gauche.

### L'engagement personnel...

De même, sur l'engagement «*personnel*» des dirigeants de la CGT, on nous rappelle les statuts qui l'autorisent hors du syndicat ; on s'insurge parce que Séguy ou Krasucki n'auraient pas le droit, «*en tant que simple citoyen*», de donner leur point de vue. Ce n'est bien évidemment pas de cela qu'il s'agit.

Quand, il y a deux ans, au



Y a-t-il dissensions entre les deux principaux dirigeants de la CGT, comme des rumeurs persistantes le laissent penser ?

congrès de Grenoble, des centaines de syndiqués CGT ont reproché à Georges Séguy d'être intervenu « personnellement » en faveur du PCF, lors d'un meeting de Gentilly, ce n'est pas au nom des statuts qu'ils l'ont fait. Non, c'était par rapport à l'image de la CGT que cela donnait, par rapport aux réactions que cela suscitait largement parmi les travailleurs. Car enfin, qui voudrait sérieusement faire croire que quand Séguy ou Krasucki appellent publiquement à voter PCF, cela n'a pas plus d'importance que si c'était n'importe qui ? Face à cela, Séguy revient sur son attitude de 1978, pour la justifier, malgré toutes les critiques : *« Je n'ai fait qu'utiliser mes droits... »*

La direction CGT peut-elle, comme l'a fait Séguy à la fin du CCN, s'en tirer par un tour de passe-passe ? *« Beaucoup de ceux qui, par anti-communisme, ressassent cette affirmation à longueur d'articles... (La CGT s'apprête à faire campagne pour le Parti Communiste)... sont persuadés qu'ils nuisent à l'autorité de la CGT. En vérité, ils participent à attirer l'attention de ceux qui auraient pu ne pas s'en apercevoir, sur une réalité qui fait que, dans beaucoup de domaines, il existe effectivement des convergences réelles entre la première centrale syndicale et le Parti Communiste Français. »*

Là encore, aucun compte n'est tenu des critiques passées et présentes, même de celles qui pensent tout simplement qu'une telle position va créer de nouveaux problèmes entre la CGT et les travailleurs, et dans la CGT elle-même.

### Encore le mépris

A ceux qui, dans la CGT pensent tout simplement qu'on « a assez payé après 1978 en nombre d'adhérents et qu'il ne faut pas que ça se reproduise », et qui estiment donc que la CGT ne doit appeler à voter pour personne, même et surtout d'une façon déguisée, il est encore une fois répondu par le mépris : *« Il y a l'autre démarche qui consiste à préconiser que nous ne parlions de nos positions qu'en termes généraux et flous pour éviter — dit-on — cette sorte de spéculation de l'adversaire et aussi — mais cela on ne le dit pas — pour permettre n'importe quelle récupération politicienne... »*

Il reste encore au moins une question : Séguy et Krasucki ont annoncé qu'entre les deux tours, une réunion spéciale de la commission exécutive trancherait de l'attitude à avoir pour le deuxième tour. Sur quelles bases, cette fois, on ne le sait pas...

Sur tous les points abordés et tranchés par le CCN, c'est donc la poursuite d'une tactique particulièrement fermée qui a été décidée, passant outre à toutes les critiques formulées au Congrès de Grenoble et depuis. Cavalier seul dans les luttes, soutien qui ne dit pas son nom à la candidature Marchais, contre vents et marées, à l'abri derrière les statuts, la direction confédérale a décidé de foncer, sans tenir compte des dégâts. Pour combien de temps encore ?

# NANTES : JUGEMENT SCANDALEUX A L'ENCONTRE DES MILITANTS SYNDICAUX DE GUILLOUARD

Depuis plusieurs mois, dans la région, il n'y a plus de conflit qui ne se termine sans un procès intenté par les patrons contre les syndicats. Si les deux plus connus sont ceux de Dubigeon à Nantes, où le patronat réclamait 143 millions pour la grève de 1977 (les syndicats ont gagné leur procès en appel, après une première condamnation de 40 millions), ainsi que Renault Le-Mans, où c'était la bagatelle de trois milliards de centimes qui était demandée, c'est déjà une longue liste de cas semblables qui peut être dressée.

**B** RISSONNEAU, suite à la grève qui s'opposait aux 226 licenciements la biscuiterie nantaise, où 120 millions sont réclamés pour « grève illicite ». A la SNIAS Saint-nazaire, ce sont les délégués qui sont traduits en référé pour « séquestration du patron ». c'est également des tentatives de suppression de sections syndicales : à force de harcèlement, la direction de Berton-de-Mangeot a obtenu la démission des délégués. Plus significatifs encore sont les licenciements de Brissonneau : on comptait une proportion énorme de syndiqués CGT, CFDT, ce qui permettait d'ailleurs à FO de devenir temporairement majoritaire.

Mais c'est aussi sur les heures de délégation syndicale que les patrons veulent revenir à l'application stricte de la loi. Aux ACB ou à Dubigeon, c'est à une très nette remise en cause des droits acquis en la matière à laquelle on assiste. Aujourd'hui, c'est au tour de Guillouard.

### Jugement révoltant

C'est un jugement scandaleux qui a été prononcé ce premier décembre : 3 000 francs d'amendes pour les patrons de Guillouard, 1 500 francs d'amendes pour chacun des syndiqués acquittés.

Quelle est l'origine de ce procès ?

Le 17 mai 1979, Patricia, 22 ans, ouvrière à Guillouard, a la main mutilée par la presse sur laquelle elle travaille. Le personnel déclenche alors spontanément une grève, « la grève des mains coupées ».

Le 22 mai, des délégués et représentants du personnel, des dirigeants locaux CGT et CFDT demandent à voir la direction de Guillouard. Celle-ci refuse le dialogue, les revendications, se moque du personnel. Les deux parties resteront ainsi plusieurs heures sans résultat.

L'inspection du travail, à la demande des syndicats, ordonne la fermeture de toutes les presses, reconnaissant par là, la non-application de la sécurité par les patrons de cette usine, digne de l'époque de Zola.

Ces mêmes patrons font montre d'un cynisme incroyable : non seulement, ils refusent de reconnaître leurs torts dans l'accident de Patricia, mais encore ils s'opposent durement aux syndicalistes. Ils refusent la décision de l'inspection du travail de non-licenciement de deux délégués (licenciements qu'ils avaient réclamés). Ils font appel au ministre qui lui-même les refusera.

### Les syndicats au banc des accusés

Ils accusent quatre syndiqués de « séquestration » au cours de

l'entretien syndicats-patrons tenu après l'accident de Patricia. Renversant la situation, ces patrons de choc utilisent la répression syndicale pour gommer leur responsabilité dans l'accident de Patricia. Ils remettent en cause les acquis des travailleurs en s'opposant aux décisions de l'inspection du travail qui ordonne la fermeture de l'atelier et refuse le licenciement de deux délégués. Le procès Guillouard a lieu un an après, le 23 novembre 1980. Si les syndicats se trouvent au banc des accusés, ce procès sera aussi celui des conditions de travail, de la sécurité non respectée, et des libertés syndicales entravées.

Tour à tour, direction et syndicats vont comparaître le 23 novembre 1980. Les syndicats pour « séquestration », la direction pour « blessures involontaires et infraction à la législation du travail ». Le 1<sup>er</sup> décembre, le jugement est prononcé, le tribunal condamne les deux responsables de l'entreprise à 3 000 francs d'amendes et chacun des syndiqués « séquestrés » à 1 500 francs d'amendes !

Face à ces attaques, la riposte a été importante. C'est dans l'unité que CGT et CFDT ont organisé devant le Palais de Justice, le 3 novembre, un meeting, puis une manifestation le 27 novembre. Cette unité syndicale est d'autant plus importante et nécessaire, que trop souvent, on voit les patrons profiter de la division aujourd'hui pour remettre en cause les acquis des travailleurs. Et pour Guillouard, l'enjeu est de taille : en effet, l'entreprise en procédure de liquidation depuis début 1977, s'est vue prononcée par le tribunal de commerce, le 17 novembre 1980, la liquidation de ses biens, avec au bout la menace de 423 licenciements.

Correspondant NANTES

# Procès de la Bande des Quatre

## LA REVOLUTION CULTURELLE EN ACCUSATION

Annie COSSIN

Pas un quotidien, pas une revue, pas un journal télévisé... qui ne nous livre, son reportage exclusif, ses commentaires, ses révélations inédites sur la Chine, depuis l'ouverture du procès. Et tous rivalisent : c'est à qui aura trouvé dans un article de la presse chinoise, l'évocation du meilleur fait-divers, la dénonciation d'une injustice, ou d'un trafic encore inconnu ; c'est à qui aura trouvé dans son reportage, les confidences les plus détaillées de Chinois mécontents. Cible particulièrement privilégiée : la révolution culturelle. Sans prétendre évidemment tirer ici le bilan des dix ans (1966-1976) que couvre la révolution culturelle, ni même chercher à dégager dans cet article les leçons qui pourraient être utiles pour élaborer en France un projet de société socialiste, la façon dont est aujourd'hui évoquée cette période de l'histoire de la Chine appelle quelques questions.



**D**E cette période, longue, complexe, nécessairement diverse dans un pays où plusieurs centaines de millions de personnes sont concernées, émerge un seul trait. Persécutions, sévices, nombre de morts, la presse aligne les chiffres et fait les comptes. Au fil des mois, des semaines, et surtout depuis que la presse chinoise, citant le Comité Central du PCC, a affirmé que «*Lin Biao, les Quatre et consorts... ont abattu un grand nombre de cadres dirigeants du Parti, du gouvernement et de l'armée, provoquant ainsi de terribles conséquences*» (29 février 1980), le trait s'est noirci. On a vu apparaître, à côté de récits, un certain nombre de chiffres concernant par exemple les persécutions dont sont accusés les anciens responsables du parti et de l'armée qui passent maintenant en procès.

La presse française s'en est fait l'écho, soit pour citer ces chiffres, soit pour en fournir d'autres. Et l'écho n'a alors plus de bornes.

Du *Matin au Monde*, du dernier livre des Broyelle «*Apocalypse Mao*» aux *Nouvelles Littéraires*, les chiffres s'enflent, se multiplient jusqu'à mille fois. «*Un tiers des enseignants accusés au suicide ou exécutés*» disent par exemple les *Nouvelles Littéraires*, citant un «*chinoïs souriant*», parlant le français, rencontré dans une rue de Xian. Dans la hâte à fournir la plus grosse révélation, c'est la vraisemblance qui est elle-même en cause. Et plus profondément : le caractère-même de la révolution culturelle.

### Au nom de l'ordre établi

«*La fin d'un mensonge*», «*Aujourd'hui enfin on sait. La sinistre farce est terminée*» écrit J.F. Kahn dans le même hebdomadaire. Et avec une joie non dissimulée, il peut aujourd'hui traiter de «*forfaiture*» et de «*gigantesque mensonge*», la révolution culturelle. Mais qui, avec lui, parle le plus fort ? N'est-ce pas ceux qui, précisé-

ment en 1966, en 1967, en 1968 avaient très bien perçu depuis la France qu'il s'agissait d'une révolution, qu'un peuple était en mouvement contre des privilèges, contre des rapports de domination, contre des conceptions qui représentaient pour elles le danger de retour au pouvoir possible de la bourgeoisie ? N'est-ce pas ceux qui à travers les luttes de cette période en Chine ont senti que c'étaient les bases-mêmes de la domination bourgeoise en France qui se trouvaient potentiellement contestées et ont craint pour leur pouvoir ?

### Le contexte

Mais si les excès, les erreurs, les limites de la révolution culturelle, doivent être jugés, appréciés le plus exactement possible, peut-on le faire sans le replacer dans leur contexte ?

Décidée par le Comité Central du Parti Communiste Chinois en 1966, cette révolution avait un but clairement formulé : reprendre aux forces qui étaient soit tentées par une imitation plus ou moins fidèles de l'URSS, soit intéressées par les démocraties et les sociétés capitalistes d'Occident, la totalité du pouvoir, et ainsi avancer de manière décisive dans la construction du socialisme. L'appel fait aux masses pour rétablir en faveur du socialisme une situation qui paraissait dangereusement menacée a ainsi touché plusieurs centaines de millions d'hommes. L'ampleur de ce mouvement en est la première caractéristique. Quelles formes a pris ce mouvement ? Extrêmement diverses selon les lieux (villes et campagne, universités et usines...) et les moments, elle est marquée par plusieurs aspects. D'abord, ce mouvement était conçu comme une révolution et en tant que tel, incluait le recours à des actions de masse violentes. La citation largement reprise à l'époque «*la révolution n'est pas un dîner de gala*» était une façon de rappeler cette réalité. D'autre part, la nature de la société chinoise, le poids immense de la paysannerie libérée à peine vingt ans auparavant

de la brutalité et du pillage des féodaux, l'influence profonde qu'une domination laisse dans les mœurs, les façons de penser, l'organisation-même de la société donnent à ce mouvement des contours qu'on doit prendre en compte. Ainsi, peut s'expliquer par exemple que la lutte ait pu parfois prendre la forme d'affrontements armés, qu'aient pu se constituer des factions rivales qui se sont durement opposées. De même, lorsque sont maintenant évoquées les persécutions dont ont été victimes des dirigeants ou de simples citoyens, il est nécessaire de rappeler que sous ce terme, sont englobés des faits de type différent : dénonciations publiques et sévices, mais aussi rétrogradations dans la hiérarchie, destitutions de responsabilités qui ont parfois atteint non seulement l'accusé lui-même, mais des membres de sa famille, envoi à la campagne pour participer aux travaux d'une commune populaire.

### Un mouvement complexe

Ainsi apparaît plus largement le caractère complexe de ce mouvement. A la fois révolution, faisant appel aux masses très largement, se fixant pour enjeu le pouvoir, le développement du socialisme, et réalité qui dépasse, déforme les contours fixés, simplifiant ou amplifiant les enjeux.

Ces déformations, ces dérapages sont aujourd'hui mis en avant pour nier tout caractère révolutionnaire à cette période, la transformer en une sorte de vaste règlement de comptes. Mais la révolution culturelle n'a-t-elle été que cela ?

Dérapiage, la révolution culturelle l'est d'abord par sa longueur, la longue période de 10 ans qu'elle couvre contraste avec les quelques mois pour lesquels elle était initialement prévue. Et comment à partir de là le caractère des actes nécessaires pour remettre le peuple à l'offensive, pour empêcher que le socialisme ne se vide peu à peu de sa dynamique, ne se trouvait-



La révolution culturelle peut-elle être seulement jugée à travers ses déformations ?  
(notre photo : Shanghai, 1968)

il pas automatiquement modifié ? Ce qui était légitime dans une période de renversement d'un rapport de forces, nécessairement brève, ne se trouvait-il pas prendre une dimension différente avec l'extension de la période ? La difficulté à identifier exactement l'ennemi («Le quartier général bourgeois») disaient les textes, à repérer où se situaient précisément les éléments responsables de la régression (d'où les recherches sur le thème : «Où est la bourgeoisie»), alors que le peuple est largement appelé à se mobiliser pour les combattre, à l'image d'une «guerre du peuple» est aussi porteuse d'un flou qui marque tout le développement de cette révolution.

Ces dérapages dus à la difficulté d'identification des cibles, à la durée de la période amènent ainsi toute une série de simplifications ou d'exagérations qui déforment le sens de la révolution culturelle. Que dire par exemple d'une révolution dans le domaine artistique et notamment dans le théâtre qui se traduit par la répétition inlassable de 8 pièces considérées comme modèles et de quelques films ? Que dire de la répétition de quelques citations de Mao Zedong, devenues maximes en quelque sorte utilisables à tout propos et qui d'après certains commentaires étaient même capables, si elles étaient bien appliquées, d'assurer de bonnes productions de tomate ou l'anéantissement à tout coup d'un adversaire ? Non que les œuvres de Mao Zedong n'aient pas constitué un enrichissement du marxisme, notamment dans les domaines auxquels la lutte du peuple chinois ne trouvait pas de réponse dans les développements antérieurs du marxisme (guerre populaire, rôle de la paysannerie comme allié du prolétariat, front

uni...) et sur la dialectique. Mais n'y a-t-il pas eu la réduction simplification ?

### Les contributions de la révolution culturelle

Les jeunes, entend-on largement dire aujourd'hui, les étudiants, toute une génération auraient été sacrifiés. Au lieu d'étudier, ils ont été envoyés à la campagne travailler avec les paysans. Et l'on insiste sur les difficultés que nombre d'entre eux, d'origine citadine ont rencontrées pour s'acclimater au milieu paysan, à un travail manuel peu mécanisé, à l'éloignement de leur famille. Difficultés réelles et compréhensibles. Mais est-ce toute la signification de ce vaste mouvement dans lequel on a vu des centaines de milliers de jeunes désertir écoles et facultés pour contribuer à la production indispensable à tout le peuple chinois, pour participer à cette édification de la Chine Socialiste, à la transformation des rapports de production ? Peut-on juger ce mouvement seulement par ses difficultés réelles, ses avatars ou aussi par ce qu'il a représenté comme espoir, comme tentative pour des milliers de jeunes de s'inscrire dans la démarche de réduction des écarts entre ville et campagne, entre travail manuel et travail intellectuel, condition indispensable de l'avancée dans l'édification du socialisme ?

Que la révolution culturelle, malgré ses déformations bien réelles, a eu aussi ses enjeux, a constitué un moment révolutionnaire, ne peut-on en voir la marque dans l'image qu'offre encore aujourd'hui la société

chinoise ? Même si certaines inégalités existent, si des privilèges subsistent, délimitent-ils les contours de couches parasitaires, d'une «nociamentura», d'une bureaucratie telles qu'on peut aisément les distinguer dans les «démocraties populaires» d'Europe Centrale ?

Il ne semble pas et le seul fait qu'un ingénieur ou un cadre d'usine, un «médecin chef» d'hôpital de grande ville soit moins payé qu'un ouvrier de bonne qualification laisse imaginer toute la sensibilité qui demeure sur ce point dans la société chinoise. La lutte actuellement menée contre les dangers de bureaucratisation prend d'ailleurs appui sur cet acquis culturel.

Mise en accusation, la révolution culturelle peut-elle être seulement jugée à travers un certain nombre de ses dérapages, de ses déformations ? Même s'ils doivent être analysés, expliqués, jugés, peut-on le faire sans les rapporter à ce contexte d'une révolution prolongée sur dix ans, aux enjeux à la fois nets — renforcer le socialisme en détruisant ce qui gêne sa progression — et imprécis dans la désignation de la cible, qui a mis en mouvement plusieurs millions d'hommes dans le milieu politique, culturel, économique particulier à la Chine ? Peut-on juger de la révolution culturelle à partir de ses seules limites ? Ou bien faut-il tenter, à la fois à partir des limites réelles, des dérapages et des dimensions révolutionnaires de cette période, d'analyser quelle contribution la révolution culturelle a apporté aux problèmes de l'édification du socialisme, en quoi ses leçons et ses expériences peuvent servir à l'élaboration d'un projet socialiste dans notre pays ?

## «6 HEURES POUR L'AFGHANISTAN»

### DES RASSEMBLEMENTS REPRESENTATIFS DES FORCES DE GAUCHE

## NANTES

CINQ cents personnes se sont rassemblées samedi 6 décembre à Nantes pour «6 heures pour l'Afghanistan». Le collectif composé de militants socialistes, communistes, de militants et responsables du PCR, de militants syndicaux et animateurs du mouvement associatif, s'estimait au soir de cette mobilisation très satisfait, et cela pour deux raisons essentielles : le public nantais très attentif dans le forum qui précéda la partie meeting, comme lors des interventions, a véritablement montré sa volonté de comprendre et d'avancer sur la question afghane. Les interventions des invités, Jean-Paul Gay, Bernard Dupaigne, Hervé Barré, Jean Cardonnel et celles des camarades afghans conduits par Mohamed Habib, ont convaincu, ceux qui, dans le cours de la mobilisation, avaient montré leur hésitation.

Au cours de ces «6 heures», on peut dire que l'impact de la propagande déversée depuis un

an de part et d'autre contre les résistants afghans a été très nettement retournée contre leurs auteurs. Au centre du collectif, les initiateurs ont enregistré plusieurs dizaines d'engagement de militants syndicaux et politiques de gauche pour continuer le soutien à la résistance. Mais au-delà de l'encouragement très net que constitue les «6 heures» pour élargir et poursuivre concrètement le soutien, ce rassemblement témoignait aussi localement d'un incontestable pas en avant fait par les militants de gauche d'horizon politique différent pour traiter de questions politiques dans l'unité, quand bien même cela serait, comme c'était le cas pour les camarades communistes, en contradiction avec la direction de leur parti.

Les différentes cultures politiques qui s'exprimaient samedi à travers les interventions de Sylvain Duverne, Bernard Lambert, Yvon Quiniou, faisaient toutes état de la même problématique : tout en rejetant le modèle soviétique, parvenir à définir une voie, un projet socialiste pour notre pays. ■

## LILLE

Commencées à 18 heures par une conférence de presse, les «6 heures pour l'Afghanistan» ont réuni à Lille près de 200 personnes, le samedi 28 novembre. C'est moins sans doute que ne l'espérait le Collectif d'appel local, cependant la salle était nettement représentative des forces de gauche dans la région, du début d'efficacité du travail de soutien, et de l'effort nécessaire d'explication à la base qu'il faut poursuivre, dans cette région où les idées du PCF pèsent lourdement.

Le collectif local avait fait appel à des personnalités afghanes ou nationales. Mohamad, ingénieur afghan qui témoigna du pillage des ressources de gaz par les Russes et de la répression déjà sous Taraki et Amin ; Mohamed Habib, qui expliqua l'émergence de la résistance intérieure ; Hervé Barré témoigna sur la réalité dans les régions libérées, et sur l'état des troupes soviétiques. De Margerie, de l'Afrane, montra qu'il était pos-

sible d'acheminer de l'aide sur place. P. Halwachs, universitaire, ancien du PCF, et Antoine Spire, insistèrent sur la nécessité de soutenir la résistance afghane, en dépit de tous les arguments mis en avant par le PCF. Jean Freyss intervint au nom du Collectif national.

Le Comité lillois avait aussi invité des personnalités locales : le maire de Villeneuve d'Ascq, socialiste, Gérard Caudron et l'adjoint au maire communiste de Tourcoing, Christian Maes. Tous deux ont dit qu'en tant qu'élus, ils avaient un rôle à jouer contre le mur du silence qui commence à s'installer.

Dans son intervention au nom du collectif local, Gérard Minet, rappelant que le Nord de la France a un riche passé de lutte contre l'occupation étrangère, a dégagé les perspectives locales : décentralisation du soutien dans les villes de la région, développement du soutien politique et matériel.

Un rassemblement riche par les témoignages, l'attention de l'assistance, qui a été invitée à participer à la prochaine réunion qui devait se tenir le 9 décembre.

# Echec des militaires au référendum

## URUGUAY : DU «PARADIS» A L'ENFER

Le Pinochet uruguayen, Aparicio Mendez n'aura pas eu la chance de son homologue : le référendum qu'il avait organisé le 30 novembre avec ses amis militaires et qui visait à légaliser l'Etat d'exception, comme à Santiago du Chili, n'a pas rencontré le succès escompté : il a été rejeté par 59 % de l'électorat !

Si l'échec retentissant du référendum des militaires uruguayens a rappelé largement au monde l'existence d'une dictature sanglante dans cette partie de l'Amérique du Sud, il n'en reste pas moins que pour beaucoup l'Uruguay, c'est le vainqueur de tournois de football, pour quelques-uns la patrie des poètes Supervielle et Lautréamont, et pour les plus férus de géographie une vaste pampa bordée de plages somptueuses. Ainsi était-il bon de retracer le cheminement de ce qu'on disait être une sorte de paradis politique vers une dictature qui n'a rien à envier à ses sinistres voisins : l'Argentine et le Brésil.

Par Jean-Louis BRUNET

**D'**IMMENSES plages de 200 kilomètres de long, aux sables dorés, bordées de tamaris, d'eucalyptus et d'arbres odorants qui dissimulent de douces villas roses ou blanches. La pampa, sans rien pour arrêter le regard, sinon au loin un gauchon qui ramène un large troupeau de boeufs et de taureaux... Telle est l'image qu'offre l'Uruguay au touriste aventureux.

Pour l'économiste et le politologue, l'Uruguay jusqu'en 1966 n'offre pas moins une vision fascinante : avant de connaître une première secousse en 1957, l'économie de ce pays, qui repose sur l'exportation de la viande et de la laine de mouton, est étonnamment florissante comparée à celle de ses voisins : la viande de boeuf provenant de l'Uruguay était encore récemment la plus recherchée.

Tandis que sévissaient chez ses voisins pronunciamientos et dictatures effrénées, la vie politique uruguayenne semblait constituer un havre de paix et de démocratie : jamais l'armée n'avait joué aucun rôle dans la vie politique, le système collégial de gouvernement établi en 1917, qui confiait la direction de l'Etat à un président assisté d'un conseil d'administration de 9 membres, dont trois devaient appartenir obligatoirement à l'opposition et qui faisait ressembler l'Uruguay à l'idyllique Helvétie, se perpétuait, était même consolidé en 1951, après une courte tentative dictatoriale de Gabriel Terra qui avait supprimé

**Mais ce paradis n'allait pas sans quelque fragilité...**

D'abord parce que ses redoutables voisins lorgnaient avec envie sur ce territoire alléchant : l'Uruguay dut se battre longtemps pour défendre son indépendance contre les convoitises du Brésil et de l'Argentine. En 1843 Garibaldi, lui-même, dut prêter main forte à ce petit pays en butte à l'agressivité débordante de ses voisins.

Ensuite parce que la vie politique, orchestrée par les deux partis traditionnels : les Colorados et les Blancos, plus conservateurs, hostiles au dirigisme économique, ne pouvait passionner les électeurs, habitués à des passes d'armes sans grand intérêt entre deux partenaires dont on aurait pu dire que c'était blanc bonnet et bonnet blanc. En 1951, la consultation sur le système collégial n'attira que 37 % des électeurs. Et dès qu'il y eut crise, comme en 1968, où éclatèrent des grèves d'étudiants, l'attitude à adopter face à la fermeté du président Pacheco Arejo divisa vite les deux partis traditionnels : les plus libéraux des Colorados lâchèrent leur représentant tandis que les plus conservateurs des Blancos lui octroyèrent son soutien : ce fut le départ d'une nouvelle distribution dans le jeu politique et le système collégial fut supprimé au bénéfice de l'instauration d'un régime présidentiel par référendum en 1966

L'économie, de florissante, devenait catastrophique : trop exclusivement fondée sur la vente de viande et l'exportation de la laine, elle s'avéra fragile : la hausse des prix prenait des proportions alarmantes, l'inflation, le chômage ternissaient la belle image du pays, les Cambios de Montevideo perdaient leur renommée.

«L'Uruguay consomme comme un pays développé et produit comme un pays sous-développé» faisaient amèrement remarquer les économistes.

Le secteur industriel s'avérait incapable de compenser les pertes du secteur agro-pecuario (la laine et la viande) et provoquait un gonflement monstrueux du secteur tertiaire, contribuant à exagérer la centralisation autour de Montevideo, et ne constituait que 3 % des exportations.

En 1966, le produit intérieur brut par habitant était inférieur à celui de 1961. Avec les «conseils» judicieux du Fonds Monétaire International qui imposa la libéralisation des importations et le blocage des salaires, la situation devint explosive et le président Pacheco Arejo ouvrit la voie à la dictature de 1973 : en réprimant violemment les grèves d'étudiants et d'ouvriers, en se débarrassant des ministres réformistes pour confier les postes clés aux représentants des grands secteurs économiques, en multipliant les mesures de sécurité sous prétexte des attentats des Tupamaros et de la guérilla urbaine. Après l'échec aux élections de 1971 du Front élargi

qui regroupait les forces de gauche et bénéficiait du soutien tacite des Tupamaros, la répression se fit plus sauvage avec le président Bordaberry. Bordaberry qui fut un an plus tard le compagnon de route des dictateurs militaires...

### Vers la dictature

Dès septembre 1971, l'armée est chargée de réprimer «les activités subversives». Premier pas dans la prise du pouvoir, dont elle s'emparera en juin 1973.

Elle engage dans un premier temps l'épreuve de force avec Bordaberry dont elle obtiendra le 19 octobre 1972 le droit à l'intervention directe dans les affaires du gouvernement. Des responsables militaires inamovibles participent à la gestion des grandes administrations. Le gouvernement civil semblait vouloir faire preuve de mauvaise volonté une rébellion le 8 février 1973 le mettra au pas, et le 23 est créée la Cosena, organe militaire aux compétences étendues, assurant l'emprise de l'armée sur l'exécutif. Confrontés alors au législatif, les militaires ordonneront la dissolution des deux chambres, profitant de la réaction hésitante des forces de gauche, le Parti Communiste Uruguayen (et le Front élargi) étant peu désireux de soutenir Bordaberry contre l'armée au sein de laquelle il



surestimait l'influence des progressistes. La même hésitation au sein du syndicat de l'Uruguay la CNT, contribuera à faire de la grève de 15 jours un échec.

Bordaberry restait au pouvoir, mais celui-ci était exercé de fait par les militaires ; la répression s'abattit alors sur les partis de gauche, suspendus et interdits, la presse fut muselée, les arrestations et les assassinats se multiplièrent, les syndicats furent dissous au profit d'une centrale verticale l'OIT. Malgré son interdiction la CNT conservait une structure clandestine et le 1<sup>er</sup> mai, des manifestations se déroulaient, réprimées sauvagement.

Le processus de militarisation de l'Etat se poursuivait accompagné d'une politisation des cadres militaires, présents dans tous les secteurs : l'université, l'éducation, les entreprises d'Etat... Et bientôt la crise éclata entre les civils restés au gouvernement, Bordaberry en particulier, et les militaires : elle s'achèvera par la destitution du président. En septembre 1976 le candidat des militaires s'installe au pouvoir, chargé d'appliquer les actes institutionnels établis par les Forces armées, «devenues le pouvoir tutélaire de la Nation» : les 3 pouvoirs, législatif exécutif et judiciaire, sont soumis à la tutelle des militaires, l'acte IV frappe d'interdiction d'activité politique pour 15 ans tous les candidats des élections de 1966 et 1971 ; l'acte VII institue l'interdiction professionnelle pour les fonctionnaires jugés subversifs.

### Vers l'échec de l'institutionnalisation

Avec la destitution de Bordaberry, les militaires se sont trouvés dans une situation délicate : ils avaient ainsi renoncé à imposer leur régime, en se privant de cette façade civile et se trouvaient confrontés à des problèmes que leur inexpérience ne leur permettait pas de résoudre. Et ce n'est certes pas la personnalité d'Aparicio Mendez, leur candidat qui leur apportera grande aide en ce domaine. Il déclarait le lendemain des élections : «Ma désignation comme président n'est pas un acte populaire, elle ne pouvait l'être étant donné les circonstances, et il est peu probable que le peuple m'ait élu s'il en avait eu la possibilité, car les compétences d'un véritable candidat à la présidence de la république me font défaut».

Le régime se trouve isolé à l'intérieur. «63 % sont des indifférents, le reste, les 37 %, des communistes, des agitateurs et des hommes politiques qui ont perdu leur poste» disait le président. Il ne se maintient que par une répression féroce exercée contre les 37 % ! Au sein de l'armée, les difficultés extérieures font naître un malaise qui se traduit bien souvent par l'éloignement d'une fraction par une autre.

Les tentatives des militaires pour se concilier les deux partis traditionnels qu'ils ont contribué à désagréger se sont révélées vaines : en 1978, les dirigeants de ces deux partis ont été élus sans l'autorisation officielle ; la gauche si elle est encore affaiblie par sa sous-estimation passée du régime militaire, a commencé à engager un dialogue avec les forces d'opposition pour la création et le renforcement d'un front antidictatorial.

Malgré ses tentatives de fonder et d'instaurer un syndicat vertical, l'armée n'a pu totalement éliminer l'influence de la CNT clandestine : il lui faut mener directement les négociations entre ouvriers et patrons qui se révèlent inquiets de la disparition ou de l'interdiction de travailler des syndicalistes qui dépeuplent les usines.

A l'extérieur, les déclarations intempestives de Mendez, la férocité et l'ampleur de la répression, ont contribué à mettre les Etats-Unis mal à l'aise. Dès 1976, la proposition de la suppression de l'aide militaire de l'Uruguay est approuvée au Congrès, Carter accentuera encore ce processus : l'ambassadeur américain en Uruguay, jugé trop favorable aux militaires, sera rappelé, le secrétaire adjoint aux affaires latino-américaines M. Toddman en visite en Uruguay rencontrera l'opposition traditionnelle.

En Amérique du Sud, l'OEA a mandaté en Uruguay un avocat nord-américain pour faire un rapport sur la violation des droits de l'homme dans ce pays. Le Venezuela et le Mexique ont fermement condamné le régime, suivis en cela par la Communauté Européenne.

Autant de faiblesses, de difficultés intérieures et extérieures qui ont poussé les militaires à tenter un processus d'institutionnalisation. Projet qui en l'occurrence ne visait qu'à légaliser leur pouvoir discrétionnaire, leur possibilité d'intervenir dans tous les domaines, de décréter «l'état de subversion» tout en perfectionnant l'efficacité de leur appareil répressif en instituant un tribunal de contrôle politique dirigé contre tout homme politique ou parti. Le «Cronograma» (calendrier) à l'occasion duquel certaines interdictions frappant des hommes politiques avaient été levées portait aussi l'espérance des militaires de trouver une certaine base politique dans les partis traditionnels. Sans doute les forces armées ont-elles réussi à désagréger un peu plus les Colorados et les Blancos qui se sont partagés sur l'attitude à adopter face à ce référendum. Mais l'échec du 30 novembre, même s'il ne balaie pas la dictature, a montré ses faiblesses les a accentuées, a révélé toutes ses limites et risqué fort d'ébranler sérieusement l'institution militaire. Il reste à craindre que comme à Salvador, la réaction des militaires ne soit l'aggravation de la répression...

## EL SALVADOR : 9 000 VICTIMES DE LA REPRESSION EN UN AN

**S** l'assassinat de quatre religieuses américaines a été déterminant pour entraîner la décision américaine de suspendre l'aide militaire à la junte salvadorienne et d'envoyer une commission d'enquête, il est vrai que le massacre de six dirigeants de l'opposition avait déjà ébranlé les Etats-Unis. Il n'est pas moins vrai que les 9 000 victimes de la répression de cette année n'avaient guère jusque là semblé peser sur les consciences du Département d'Etat qui continuait consciencieusement d'arroser la dictature de San Salvador (cf. PLS n° 17).

Le 27 novembre, on découvrait les cadavres de 25 jeunes gens criblés de balles.

Le 14 novembre, Zaldívar, le secrétaire général de la construction civile était assassiné dans la capitale.

Le 12 novembre, on compte 47 morts en vingt-quatre heures dont 25 guérilleros qui avaient pris avec 200 combattants le contrôle de la ville d'Agopa.

Le même jour, 16 corps furent découverts à Santa Ana, les mains liées, abattus d'une balle dans la tête, signe des Escadrons de la mort ; dans la capitale-même, 6 cadavres étaient relevés.

Aux funérailles de Mgr Romero, assassiné le 24 mars, la foule qui assistait aux obsèques fut mitraillée.

Certes, à Washington, on pouvait toujours feindre de croire que la junte était innocente de ces crimes, qu'elle était débordée... Certes, cette fois, et dans

l'assassinat des six dirigeants de l'opposition (parmi lesquels on dénombre Enrique Alvarez appartenant aux «14 familles» du Salvador, qui avait «trahi» les siens), la junte semble bien impliquée. Lors de l'enlèvement, les témoins ont parlé de 150 personnes en civil qui formaient un cordon autour de la scène, de véhicules de l'armée qui stationnaient près de lieu où on découvrit les cadavres...

Cette mesure américaine, si elle provoque une réponse brutale de la junte qui semble durcir ses positions et confirmer son caractère répressif sauvage, va contribuer toutefois à accentuer l'instabilité d'une dictature déjà menacée.

Plusieurs signes annoncent la fin prochaine d'une dictature qui n'a que trop duré : la constitution récente de deux fronts, le Front démocratique révolutionnaire et le Front Farahundo Martí ; les opérations militaires qui visent à empêcher les exportations de café, menées par ce front ; l'échec de la tentative de la démocratie chrétienne pour se constituer une plus large base sociale ; la faillite qui s'annonce du plan économique, «le modèle salvadorien», inspiré de Taïwan, du Japon et de la Corée du Sud, faillite provoquée en partie par les opérations de brigandages des forces armées elles-mêmes ; les appels au dialogue que lance régulièrement Napoléon Duarte, membre de la junte ; et enfin l'absence d'unité de commandement dans l'armée.

### Explosions en Guadeloupe

**L**e vendredi 5 décembre, deux explosions endommagèrent respectivement le Conseil général de Basse-Terre, et le Palais de Justice de Pointe-à-Pitre.

Malgré des commentaires rassurants destinés aux futurs touristes, d'importants renforts de police étaient acheminés de France.

Commençaient alors les habituelles interpellations, gardes à vue, perquisitions. A noter que ces mesures touchent principalement les mouvements nationa-

listes ou révolutionnaires, bien qu'ils aient tous désavoué publiquement les attentats. Jusqu'aux policiers qui s'en étonnent, reprenant l'hypothèse de la provocation, qui circule dans l'île. On s'étonne, ici et là, qu'il n'y ait eu aucune véritable garde autour du Palais de Justice...

Tout ceci se passait 48 heures avant l'arrivée de Paul Dijoud, secrétaire d'Etat au DOM-TOM, qui doit préparer une visite privée de Giscard, du 21 au 28 décembre.

### Portugal: Eanes réélu

**L**e Portugal a vécu coup sur coup deux événements importants : la mort du premier ministre Sa Carneiro, et les élections présidentielles.

Les deux événements étaient liés de fait puisque, trois jours avant le scrutin, disparaissait celui qui s'était juré de vaincre Eanes, ou de se démettre. Ses partisans\* ont d'ailleurs utilisé ses funérailles, et leur retransmission par les médias, comme un ultime meeting en mémoire du disparu, et plus prosaïquement en faveur du candidat qui le représentait, le général Soares Carneiro.

L'enjeu central de cette élection était la constitution d'avril 1974. Fallait-il la maintenir, comme le proposait Eanes, soutenu au dernier moment par le PC portugais, ou bien fallait-il rompre définitivement avec la «révolution des œillets», en mettant en place une nouvelle constitution, sans aucun doute nettement plus conservatrice ?

58 % des électeurs ont voté pour le maintien de la constitution, et certains d'entre eux, à Lisbonne chantaient «Grandole vile Moreva», chant qui accompagnait la «révolution des œillets» du 25 avril.

(\*): L'un d'entre eux dirige la télévision.

### Répression massive à Haïti

**D**EPUIS LE 28 novembre, une vague d'arrestations frappe, pêle-mêle, des journalistes, des personnalités politiques. Plus de 400 personnes auraient déjà été arrêtées. Cette répression intervient après deux ans de relative libéralisation. Sous l'instigation d'un Carter soucieux de paufiner son image de défenseur des droits de l'homme, cette «ouverture» avait été l'occasion d'une véritable explosion, notamment politique et culturelle : constitution de syndicats indépendants dans une société sucrière américaine, ou chez les chauffeurs de bus, succès d'une pièce en créole, critique vis-à-vis du gouvernement, et surtout apparition d'une presse de plus en plus critique, notamment par rapport à la situation économique catastrophique du pays.

Il faut dire que Haïti est, de loin, l'île la plus pauvre du continent américain : dans le sud de l'île, c'est la famine pour plus d'un million de paysans, les 800 000 habitants de Port-au-Prince vivent pour la plupart dans les bidonvilles.

Il semble bien que la répression ait été déclenchée à la suite d'une conférence de presse de Robert Galley, ministre de la Coopération, en visite officielle. Celui-ci y avait été pris à partie par des journalistes indépendants. L'un d'eux, expulsé depuis, lui aurait notamment reproché d'être «un individu connu pour s'enrichir au détriment des peuples sous-développés».

## Interview de Bassam Chakaa, maire de Naplouse

Propos recueillis par  
Didier DELORME

Postés sur les toits, les soldats israéliens, tirent au fusil d'assaut sur les lycéens et étudiants qui manifestent contre la fermeture de l'université de Bir-Zeit. Les étudiants de Ramallah et Bethléem, encore révoltés par les trois crimes commis depuis juin par les soldats, s'étaient armés de pierres et les disperser à coups de balles explosives. Dix étudiants sont blessés.

En mai dernier, les maires d'Hebron et de Khaikhoul, soupçonnés de sympathie pour l'OLP, sont expulsés d'Israël par l'armée. Devant la révolte de la population palestinienne des territoires occupés, et sous la pression des instances internationales, Israël accepte de les juger. Parodie de justice qui emprisonne ces maires en octobre pour les expulser à nouveau au Liban vendredi 5 décembre.

Au no... — — — — — loi héritée des Britanniques, Begin a interdit, le mois dernier, le «congrès de Nazareth» qui devait adopter une charte des Arabes israéliens.

Bassam Chakaa, maire de Naplouse, cruellement frappé par les sionistes continue comme les milliers de Palestiniens des territoires occupés, de s'opposer à la politique colonialiste d'Israël, encore plus répressive ces derniers temps.



## «ISRAËL S'INQUIÈTE DE LA MOBILISATION DES PALESTINIENS»

### ► Quelle a été l'ampleur du mouvement universitaire à Bir-Zeit ?

Il faut d'abord rappeler pourquoi ce mouvement s'est déclenché : une nouvelle loi vient de donner tout pouvoir aux officiers du ministère de l'Intérieur dans l'université de Bir-Zeit. Cet officier peut décider des programmes scolaires, s'occuper de la bibliothèque, accepter ou refuser l'entrée des étudiants dans l'université. L'officier de l'Intérieur a fait fermer l'université de Bir-Zeit, à la veille de la semaine culturelle organisée tous les ans dans le campus de l'université. Les étudiants ont donc manifesté contre cette mesure d'oppression. Les soldats ont riposté dans l'université-même à coups d'armes automatiques. A la suite de ces événements, toutes les universités, tous les lycées, même les écoles primaires des territoires occupés ont manifesté leur solidarité aux étudiants de Bir-Zeit. L'unité s'est ainsi réalisée entre les étudiants, les professeurs et l'administration de l'université. Il faut souligner la férocité des soldats israéliens lors de leurs interventions : ils ont tiré en visant les corps et leurs armes étaient chargées de balles explosives. Une lycéenne a été blessée à Bir-Zeit et aux manifestations de protestation à Ramallah et à Bethléem dix jeunes gens ont été blessés.

### ► Par quelles initiatives les Palestiniens soutiennent-ils les maires emprisonnés ?

Le soutien des Palestiniens est général, même si la pression des autorités empêche le développement de ce soutien. Il y a eu d'abord des «sit-in», puis des pétitions de toutes les couches

de la population, de syndicats, de municipalités, etc.

Il y eu une grande manifestation le jour où la Cour Suprême s'est réunie pour statuer sur le cas des maires expulsés. La solidarité internationale s'est largement exprimée pour faire annuler la décision d'expulsion. La riposte israélienne a été directe et rapide : la surveillance des maires et des officiers municipaux a été doublée, les autorités ont pris les cartes d'identité à des citoyens palestiniens soupçonnés de soutien à l'OLP. Tout cela afin de limiter la portée du mouvement.

### ► Que pensez-vous de la dernière décision de la Cour Suprême qui vient à la fois de légitimer l'expulsion des maires et de demander au gouvernement de leur accorder une autorisation de séjour ?

C'est étrange d'avoir une décision de la Cour Suprême aussi contradictoire. En fait cette décision n'est pas juridique, elle est purement politique : le gouvernement veut fuir la réprobation internationale et les réactions internes au pays. Cette autorisation de séjour, c'est pire qu'une mise en résidence surveillée : les maires ne seraient pas vraiment expulsés, mais pas vraiment admis à rester chez eux. Les maires auraient ainsi chez eux un statut d'immigré.

### ► Plusieurs prisonniers ont mené en juillet dernier à Nafha une grève de la faim. Quelle a été la portée de leur action ?

Le nombre des prisonniers

palestiniens en Israël dépasse actuellement les 5 000. Par leur nombre, comme par les souffrances profondes qu'ils endurent, ces prisonniers témoignent d'abord de l'ampleur de la répression exercée par les autorités israéliennes. Par tous les moyens, Israël essaie de gagner ces 5 000 prisonniers à leur cause. Par exemple, quand Sadate est venu en Israël, les autorités ont demandé aux prisonniers palestiniens de signer des pétitions pour saluer le président Sadate et son initiative de paix et pour approuver «l'autonomie palestinienne». Mais la plupart des prisonniers ont rejeté catégoriquement cette proposition : seuls quarante prisonniers ont accepté. Les pressions israéliennes sur les prisonniers rencontrent une très forte résistance. Le meilleur exemple a été donné par les prisonniers de Nafha qui ont mené cette grève de la faim.

### ► Que signifie l'interdiction du congrès arabe de Nazareth ?

Cela montre les limites de la «démocratie» israélienne : quand le mouvement de masse gêne l'Etat d'Israël, celui-ci empêche les activités de masse. Israël s'inquiète de la mobilisation des Palestiniens vivant dans les territoires occupés depuis 1948.

### ► Que représente l'OLP pour les Arabes des territoires occupés depuis 1948 ?

L'OLP représente tous les Palestiniens, où qu'ils se trouvent. Mais l'OLP n'a pas de représentants officiels dans les territoires occupés de 1948. Mais les habi-

tants de ces territoires, considèrent que l'OLP est le seul représentant légitime des Palestiniens.

Prenons l'exemple du mouvement des journées de la terre qui a été lancé dans les territoires occupés depuis 1948. La journée de la terre a été généralisée pas seulement dans tous les territoires occupés, mais également dans le monde arabe. Cette journée représente la lutte des Palestiniens contre l'occupant sioniste. Ce mouvement s'est bien développé et a donné des résultats très très positifs : les Palestiniens subissant l'occupation depuis 1948 se sentent liés avec les Palestiniens vivant dans les territoires occupés depuis 1967 ou à l'extérieur. Tout le monde est uni sous la direction de l'OLP.

### ► Quels changements a connu la politique sioniste en Cisjordanie depuis l'arrivée de Begin au pouvoir ?

Il faut signaler d'abord qu'il n'y a pas de changement qualitatif entre la politique du diktat et celle des travaillistes. Le Likoud a poursuivi la même politique sur tous les aspects principaux. La politique du pouvoir s'est durci dernièrement mais on ne peut pas savoir si dans les mêmes conditions, les travaillistes n'auraient pas fait la même chose. Avec le triplement de l'inflation s'est ouverte une mauvaise situation politique pour le pouvoir israélien.

### ► Quel est le rôle des pays arabes frères dans le soutien à la lutte en Cisjordanie? Quel effet a eu le conflit Iran-Irak sur la situation ?

Je ne peux pas dire que l'aide des pays frères à la lutte dans les territoires occupés est au niveau de notre cause. Cette aide reste faible. Le minimum est acquis : dans les sommets arabes d'Alger, de Rabat..., l'OLP a été reconnue comme seul représentant légitime du peuple palestinien. Le monde arabe soutient financièrement les pays affrontant Israël et la majorité des pays arabes ont condamné les accords de Camp David. Mais ces prises de positions sont insuffisantes pour soutenir notre peuple.

La guerre Iran-Irak, a eu un effet néfaste sur notre lutte. Les dirigeants israéliens exploitent la situation : ils expriment leur joie à chaque occasion et en profitent pour accroître leurs interventions sur le front nord, à la frontière du Liban ou de la Syrie.

### ► Que pensez-vous des initiatives du gouvernement français par rapport aux accords de Camp David ?

La France a un rôle plus clair que ses partenaires européens : la France est plus indépendante vis-à-vis des USA et la volonté française de trouver une solution fondée sur la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien est positive. Cela renforce notre position auprès de l'opinion mondiale. Mais en dehors de ces principes, la France n'a pas encore reconnu l'OLP, ni pris position contre le sionisme, elle doit encore clarifier sa position vis-à-vis des USA. En France l'opinion semble maintenant plus sensible à notre cause mais il y a encore du chemin à faire pour que le gouvernement français change d'attitude.

(Lyon-Part-Dieu)

# L'ENVERS DU DECOR CHEZ BOREL

Le Petit Bourg est un restaurant du groupe Jacques Borel de la Part-Dieu, à Lyon. Récemment, une section syndicale CFDT s'y est montée et depuis la mi-octobre, la grève de ce restaurant montre une fois de plus aux clients, que derrière le bien-être feutré du centre commercial, des gens travaillent et pas dans de si bonnes conditions qu'on pourrait le croire.

De notre correspondant à Lyon

À Part-Dieu, c'est le centre commercial de Lyon et sa région où se sont regroupés grands magasins et commerces de luxe : marbre, lumière, musique douce, fontaines et plantes vertes, expositions, vitrines partout qui vous tentent et vous retiennent... Ici, dans cette atmosphère de foule, de bruits, de lumière artificielle et d'air conditionné, et sans que les clients le remarquent, des milliers de travailleurs passent leurs journées entières sans sortir. Et cela dérange la sérénité du centre, de voir à 11 h 30, les seize grévistes du Petit Bourg sortir des banderoles, des panneaux, des tracts, un mégaphone...

**«S'il vous plaît,  
n'entrez pas,  
nous sommes  
en grève»**

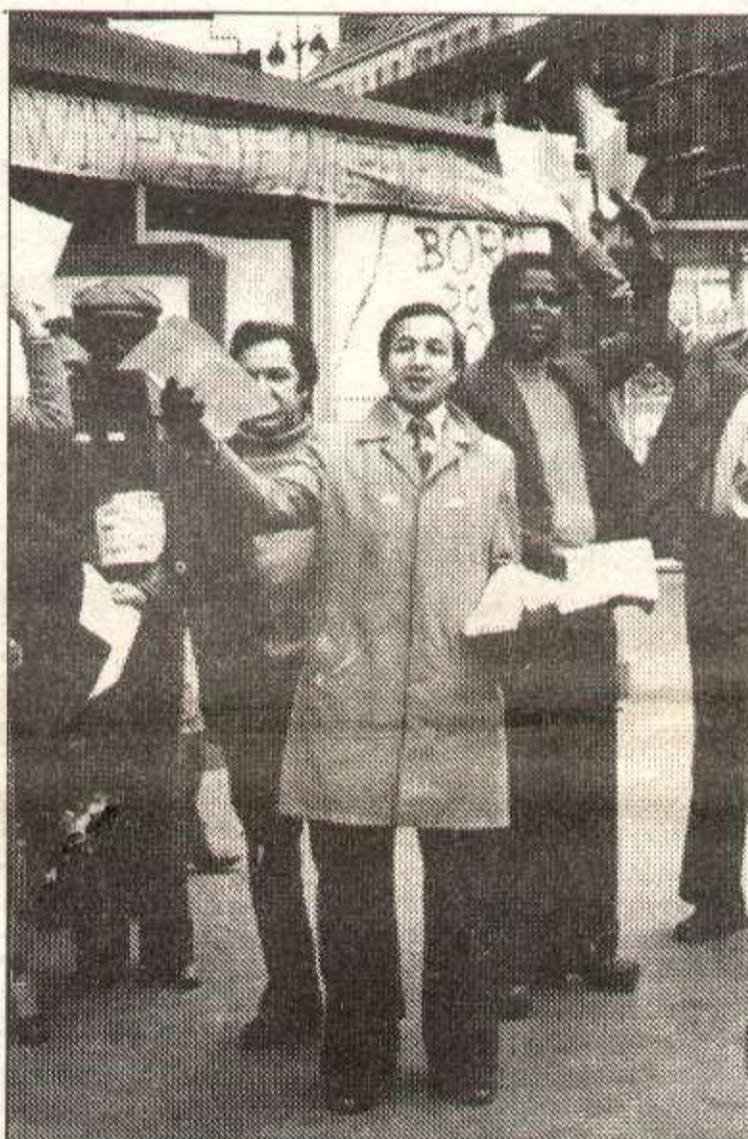
Depuis 54 jours, tous les jours, ils invitent les clients à ne pas manger dans ce restaurant-là, expliquant : «Nous touchons en moyenne 2 200 F par mois, sur lequel on nous enlève en plus notre repas. Nous travaillons 42 heures par semaine. Pour celles qui sont dans la salle, à la cuisine, c'est 41 heures mais chaque jour, nous changeons d'horaires : aujourd'hui cinq heures le matin, demain 10 heures plus des coupures de plusieurs heures dans la journée, après-demain, ce sera encore différent... Nous ne connaissons le planning de notre semaine que le samedi d'avant». Débarrasseuses, caissières, cuisiniers et celles qui mettent en place sont en grève depuis le 15 octobre pour une augmentation de salaires de 250 F par mois, deux jours de repos consécutifs, horaires répartis normalement sur la semaine, suppression des coupures,

paiement de la demi-heure de repas.

À part celles qui travaillent la journée entière, (les chefs !) et quelques personnes qui ont été embauchées 15 jours avant la grève (Borel veut remplacer peu à peu le personnel fixe par des mi-temps ou des temporaires), les 16 grévistes, chaque jour de 11 h 30 à 14 heures, au moment du service, appellent au boycott du restaurant : «Les quelques personnes qui entrent (300 à 400 au lieu de 1 500 en cette fin d'année), on les connaît» disait une gréviste «Ce sont les gérants des autres magasins (il y a deux cent magasins dans le centre), ils passent tous les jours ; il y a aussi des militaires qui viennent manger !»

**Une grève active  
et soutenue**

Mais dans l'ensemble, le boycott est bien suivi malgré le racolage des chefs qui accostent les passants «Entrez, entrez le self est ouvert». Les collectes ont déjà rapporté deux millions. Et quand, dernièrement, les grévistes ont proposé des pétitions, ils ont récolté 300 signatures en deux jours ! Des tracts ont été distribués aux clients et aussi aux employés de la Part-Dieu qui connaissent bien ces conditions de travail. Certains jours, une cinquantaine de militants syndicaux de la Part-Dieu ou non viennent soutenir et aider au boycott. Souvent d'anciens clients passent voir les grévistes et manifester leur soutien. Il y a bien eu quelques accrochages avec la CGT qui pendant sa journée d'action (et bien que la CFDT ait demandée de faire un tract en commun, puis de parler au moins de la grève), a distribué seule un tract concernant la Part-Dieu et appelant à la lutte



Il y a deux ans, les travailleurs du groupe Jacques Borel (Gare du Nord) avaient mené une grève de plus d'un mois.

sans parler du Petit Bourg. Mais cela n'empêche pas les militants CGT de soutenir la grève. Le PCF aussi est venu distribuer un tract, s'installant devant le restaurant, sans même discuter avec les grévistes. Le tract disait : «Nous soutenons le Petit Bourg, c'est cela qu'il faut faire, mais cela ne suffit pas. Pour aller plus loin, votez Marchais». Ces incidents, s'ils déçoivent les grévistes, n'entament pas leur détermination, c'est l'aspect très mineur du large soutien qui leur est apporté par ailleurs.

Les négociations ne se sont ouvertes qu'au bout de quarante jours, les grévistes ont obtenu un accord de principe pour la suppression des coupures, la répartition normale des horaires, deux jours de repos consécutifs, mais rien concernant les salaires. À l'assemblée générale suivante, «on continue» unanimement.

**Période charnière :  
la répression  
s'accroît**

«Aujourd'hui, disait-on au piquet de grève, on est dans une période charnière. Nous sommes sûrs que plus Noël approche, moins un spectacle comme celui-là va être toléré à la Part-Dieu». Palais de la consommation où tout est fait pour camoufler les conditions de travail des employés et étouffer les rapports sociaux. «De plus, le 8 décembre (1) approche et ce jour-là avec la semaine de Noël, c'est le plus gros chiffre d'affaires de toute l'année. La direction essaie à tout prix de nous faire rentrer maintenant. Ils ont licencié une fille qui avait cinq ans d'ancienneté, enceinte de deux mois, jamais un avertissement. Motif : insulte aux clients. Jugez-vous-

même. Ils ont aussi convoqué un délégué devant le tribunal pour «insulte à un gérant». Quelle imagination !». De plus, pendant qu'ils travaillent, les grévistes doivent subir de plus en plus de brimades, de réflexion mais tout ceci est pour eux la preuve que la période est décisive, qu'il faut plus que jamais se serrer les coudes. Il a été décidé en assemblée générale que le retrait des sanctions serait une condition préalable à toute négociation.

**Cinq décembre :  
le gala de soutien**

Près de 400 personnes ont participé au gala. Les grévistes sont intervenus tous ensemble pour exposer leurs revendications. Puis une des leurs, Yougoslave, a chanté des chants de son pays. Très applaudis aussi les chanteurs locaux présents et l'intervention de deux travailleurs de Coreci, qui sont venus raconter leur lutte victorieuse et unitaire, CGT et CFDT, pour l'augmentation du pouvoir d'achat.

**C'est difficile  
mais on gagnera !**

Grève difficile par plusieurs aspects : se battre au Petit Bourg, c'est se battre contre le groupe Jacques Borel (2), la section syndicale est toute jeune et les adhérents ne connaissent pas encore le fonctionnement et les possibilités du syndicat. Pour la plupart, c'est leur première grève. Pendant le temps de travail, il faut subir les vexations du patron en plus des conditions de travail actuelles. La grève dure par sa détermination, son unité et son imagination. Chaque jour, les grévistes inventent quelque chose de nouveau : collectes, panneaux, informations aux clients, aux employés du centre, musique, vente de sandwiches. Les seize du Petit Bourg feront plier Jacques Borel !

1) Le 8 décembre à Lyon, c'est une fête d'origine religieuse pour laquelle les fenêtres sont toutes illuminées de bougies, et les gens sont dans la rue.

2) Il y a plusieurs autres restaurants du groupe sur la Part-Dieu. Ils sont tous beaucoup plus cher que le Petit Bourg.